

solidarité guatemala

20 F

Revue d'information trimestrielle sur le Guatemala

Un vieux démon ressurgit

**QUI DEMANDE
UNE REFORME AGRAIRE ?**

Amérique centrale

La course aux armements

Acul avant, Acul après

L'urbanisme en temps de guerre

A l'écoute des mouvements sociaux

**Mezquital,
une ville en marge**



4° P 12325

COMITE DE REDACTION

Lysiane JAMAIN
Diego RODRIGUEZ
Paulette BOINOT
Philippe MORVAN
Charlotte DABADIE
Hugues CAYZAC
Laurette FARGES
Benjamin THOMAS
Laure VANEL

Réalisation

Hugues CAYZAC
Laure VANEL

Directeur de publication

Hugues CAYZAC

Commission paritaire :
65 146

ISSN 0755 0332

**SOLIDARITE
GUATEMALA**
est édité par le
**COLLECTIF
GUATEMALA**

- Association loi 1901 -
67, rue du Théâtre
75015 Paris
Tél : 45 79 67 57
(le jeudi à partir de 19 h)

Photocomposition :
Samuel Tastet

Imprimerie :
Primavera 75019

Abonnement annuel : 70 F
Abonnement de soutien :
100 F

Diffusion :
Chiron Diffusion
40, rue de Seine
75006 Paris

Tout article de
Solidarité Guatemala peut être
cité, reproduit tout en
indiquant, en geste solidaire,
sa source. Merci.



Après neuf mois de présidence la course contre la montre s'accélère pour le gouvernement de M. Vinicio Cerezo. Ayant renoncé à modifier les conditions internes de la crise, la démocratie-chrétienne guatémaltèque a fondée sa stratégie sur sa capacité à modifier substantiellement l'image externe de l'action de l'État.

Mettant à profit sa condition de gouvernement aux « mains propres » et sa légitimité démocratique, le gouvernement de M. Cerezo compte sur l'aide internationale comme principal support de son projet de gouvernement. La course contre la montre s'établit alors entre sa capacité à générer cette aide et sa capacité à gérer une crise interne en plein développement. (Voir dossier).

C'est dans ce contexte que l'offensive diplomatique de V. Cerezo et son voyage aux États-Unis et en Europe prend toute sa signification. La stratégie diplomatique du gouvernement repose sur une idée force : on ne peut pas traiter un gouvernement civil, élu démocratiquement, de la même façon que l'on traite les gouvernements militaires précédents. Cette formule a déjà obtenue ses premiers succès à l'ONU notamment (voir à ce sujet l'entretien de Raul Molina). L'autre argument vedette est sa politique extérieure régionale, baptisée sous le nom plus médiatique de « neutralité active », mais qui prolonge en fait

une politique déjà appliquée par les régimes militaires. Ce sont vraiment les deux points forts de la stratégie de Cerezo : le premier parce qu'il est reconnaissance d'une légitimité – celle du vote –, le deuxième parce qu'il est expression d'un consensus national – y compris de l'opposition révolutionnaire armée –, et les deux parce qu'ils sont relativement indépendants des avatars de la situation interne au Guatemala. De ce point de vue sa tournée européenne ne représente, en soi, qu'un succès pour la diplomatie de Cerezo.

Sur le volet concret, économique et financier, le gouvernement se vante déjà de quelques succès. Dans une émission télévisée au Guatemala en juillet dernier, Cerezo affirmait qu'en six mois ils avaient obtenu 185 millions de dollars – dont 40 étaient des dons – et que « le prestige international et la rupture de l'isolement sont quelques-uns des résultats du gouvernement. »

En nous laissant tenter par l'évidence on peut corriger en disant que c'est le « seul » résultat concret de son gouvernement. Car le climat d'ouverture démocratique que vit actuellement le Guatemala n'est qu'un cadre, d'autant plus fragile et transitoire qu'il permet la reconstitution d'un tissu d'organisations sociales et populaires qui ont la vocation « inexorable » – tant qu'aucune solution réelle ne leur est proposée – de se situer aux antipodes du gouvernement. Car finalement le gouvernement démocrate-chrétien sera jugé non pas sur son passé « libre de tout soupçon », ni sur ses professions de foi, mais sur sa capacité à créer les conditions « politiques » préalables à une solution de la crise historique – économique, sociale, culturelle, nationale – qui traverse le Guatemala depuis 32 ans. A savoir :

– rupture avec les secteurs les plus répressifs et conservateurs de l'armée, ce qui suppose le jugement et l'éviction des principaux responsables des crimes contre le peuple.

– rupture avec le secteur le plus conservateur de l'oligarchie, ce qui suppose la mise en œuvre d'une réforme agraire minimale.

Malheureusement, sur ces deux points essentiels, la démocratie-chrétienne guatémaltèque est en retrait complet et n'avance que quelques contre-vérités.

CHEMINEMENTS

DIPLOMATIQUES

Le dossier guatémaltèque à l'ONU

Raul Molina, ex-recteur de l'Université de San-Carlos du Guatemala et ex-doyen de la Faculté d'ingénierie civile est membre de la Représentation unitaire de l'opposition guatémaltèque (RUOG) à l'ONU. Il nous rapporte ici le contenu de la lutte diplomatique que l'opposition livre contre l'amalgame élections démocratiques et respect des droits de l'homme.

ACTUALITE

Entretien avec Raul MOLINA,
membre de la RUOG

La dernière nouvelle que nous avons eue de l'ONU est la décision de l'assemblée de suspendre la fonction du rapporteur spécial à la Commission des droits de l'homme. Pourrais-tu nous dire dans quel contexte cette décision a été prise et quelles en seront les conséquences pour l'opposition révolutionnaire ?

Je crois qu'il faut partir de la réunion de la Commission des droits de l'homme de l'ONU réalisée à Genève en février-mars, car les décisions prises représentent un véritable changement, un point d'inflexion de la position de la communauté interna-

tionale sur le Guatemala. Il faut en premier lieu garder à l'esprit que l'action du gouvernement guatémaltèque, au moins au sein de l'ONU a toujours été planifiée en accord, voire même dirigée et conseillée par les représentants des États-Unis. Aujourd'hui la position du gouvernement du Guatemala face à la Commission des droits de l'homme est de «sortir» le Guatemala comme cas d'observation sur les droits de l'homme.

Pour aboutir à ses fins, le gouvernement guatémaltèque, par l'intermédiaire de son chancelier et de Cerezo lui-même, s'est adressé d'abord aux pays

latino-américains, notamment les huit pays qui siègent à la Commission, pour leur demander un soutien à la nouvelle démocratie. Leur argumentation est la suivante : le nouveau gouvernement est un gouvernement civil, qui veut réaliser des changements, qui veut réduire le pouvoir de l'armée mais qui pour se faire a besoin du soutien de la communauté internationale. Et cela doit se traduire par une position différente vis-à-vis des droits de l'homme.

Les gouvernements qui font partis de l'initiative de Contadora (Mexique, Venezuela et Colombie) furent les premiers à réagir favorablement au message du gouvernement guatémaltèque. Et ce d'autant plus que celui-ci affirma dès le début de son mandat son soutien à Contadora et définissait sa politique régionale comme une politique de «neutralité active». Les pays de Contadora ont donc vu l'opportunité de renforcer une position relativement indépendante des États-Unis. Ils acceptèrent alors de défendre la position selon laquelle on ne peut plus traiter un gouvernement civil élu démocratiquement de la même façon que l'on traitait les dictatures militaires antérieures.

UN BLOC LATINO-AMÉRICAIN

Résultat : le représentant du Venezuela rédigeait un projet de

résolution qui, en plus d'offrir un soutien inconditionnel au gouvernement démocrate-chrétien comme sujet d'étude, aurait comme conséquence principale l'élimination du Guatemala de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Le Venezuela réussit alors à obtenir le soutien des huit pays latino-américains qui font partie de la Commission. Ce soutien ne concerne pas vraiment la rédaction de la résolution en elle-même, mais exprime plutôt leur accord pour reconsidérer le cas guatémaltèque.

Or, la co-signature d'une résolution lui permet d'être soumise au débat pour déboucher ensuite une résolution de consensus. Hélas, le représentant vénézuélien utilisera cette situation comme position de force face aux pays qui traditionnellement ont manifesté leur inquiétude sur la situation des droits de l'homme au Guatemala : le projet de résolution vénézuélien, fort de ses huit signatures, sera donc inscrit à l'ordre du jour, faisant fi des accords verbaux avec la Norvège selon lesquels aucun projet de résolution ne serait inscrit avant le consensus. Les pays européens essayèrent bien de présenter des amendements, mais en évaluant la distribution des votes on se rendra compte que l'existence d'un bloc latino-américain derrière la résolution vénézuélienne rendrait très difficile l'acceptation des amendements.

La résolution vénézuélienne introduira ainsi un changement de taille concernant la «nature» du regard que la Commission des droits de l'homme va porter sur la situation du Guatemala. Avant, la Commission réalisait une «étude» sur la situation des droits de l'homme au Guatemala. Ce qui impliquait la collecte d'informations provenant de toutes les sources accessibles. Pour ce faire, la Commission désignait un «rapporteur spécial», pleinement responsable sur un mandat clair : «enquête» sur la situation des droits de l'homme au Guatemala. Aujourd'hui, la Commission ne fera plus d'«étude» mais se pose en tant qu'«observatrice» de la situation. Il n'y aura plus de «rapporteur spécial» mais simplement un «représentant» dont le mandat est limité à servir de «lien» entre la Commission et le gouvernement du Guatemala. Il n'y aura plus d'«enquête» sur la situation des droits de l'homme mais simplement une information des mesures prises par le gouvernement à cet égard.

La Commission demande au «représentant» de faire un rapport sur le Guatemala en mars 1987 et non plus de présenter un rapport préliminaire à l'assemblée générale en décembre de cette année.

Ce dernier aspect est d'une très grande importance : n'ayant pas le rapport sur le Guatemala la prochaine assemblée générale de

l'ONU, va probablement décider d'attendre l'avis de la Commission des droits de l'homme : il n'y aura donc pas de «résolution» sur le Guatemala cette année.

Et s'il n'y a pas une demande explicite et spécifique de l'assemblée générale pour que le cas guatémaltèque soit de nouveau soumis à étude, nous sommes sûrs que la Commission des droits de l'homme va «clôre» le cas.

Quel rôle peut jouer la RUOG dans ce contexte ?

En ce moment, nous avons une très grande responsabilité : promouvoir une résolution sur les droits de l'homme au Guatemala à l'assemblée générale en décembre de cette année. Nous vivons en ce moment la situation la plus dure dans notre travail international. Il y a encore beaucoup de facteurs négatifs à l'encontre de la promotion d'une résolution ; facteurs qui sont d'ailleurs strictement politiques, car du point de vue strict des droits de l'homme nous n'aurions pas de problèmes. Nous avons d'un côté les États-Unis qui ont, comme chacun sait, une position absolument cynique à cet égard et, d'un autre côté, toute une série de pays latino-américains, dont la position peut se résumer ainsi : ils ont peur que l'acceptation d'une résolution condam-

nant les atteintes aux droits de l'homme au Guatemala puisse précipiter une action de l'armée contre le gouvernement civil de Vinicio Cerezo, limitant ainsi le processus d'ouverture démocratique.

Nous insistons sur le fait que le processus de démocratisation de la société guatémaltèque passe plutôt par l'affaiblissement du pouvoir des militaires ; que tant qu'ils seront à l'abri de toute loi, de tout jugement concernant leurs actes contre le peuple, tant qu'ils pourront assassiner,

torturer, séquestrer, massacrer en toute impunité, personne ne pourra parler de véritable démocratisation de la société guatémaltèque.

La RUOG développe ainsi en ce moment toute une série de contacts avec les pays européens d'un côté, et les pays latino-américains de l'autre, visant à convaincre que l'adoption d'une résolution à l'assemblée générale ne peut que renforcer le processus de démocratisation, et non le contraire.

MESSAGE DE L'UNITÉ RÉVOLUTIONNAIRE NATIONALE
GUATÉMALTEQUE (URNG)
AU VIIIème SOMMET DES PAYS NON-ALIGNÉS

La situation difficile dans laquelle se trouve plongé le Guatemala actuellement se caractérise par l'existence d'un conflit armé interne, de caractère non international, motivé par de terribles et injustes conditions économiques, sociales et politiques, ainsi que l'ont reconnu les Nations-Unies et d'autres groupes ou organismes internationaux.

Malgré l'élection d'un gouvernement civil démocrate-chrétien en janvier dernier, les conditions ne se sont guère modifiées ; elles persistent, malgré les espoirs suscités dans le pays comme à l'étranger. Sur le plan international, le gouvernement démocrate-chrétien a réaffirmé ses relations avec le gouvernement d'Israël, et confirmé ses engagements avec le régime raciste de l'Afrique du Sud. En outre, il continue de proclamer ses visées expansionnistes aux dépens de la République sœur de Bélize. Enfin, il a consenti à ce que le Guatemala serve de base politique de la contre-révolution au Nicaragua. En résumé, le gouvernement guatémaltèque s'aligne chaque jour davantage sur la stratégie appliquée par les États-Unis dans la région.

Le 29 juin dernier, le commandement général de l'URNG a exprimé sa préoccupation due à « la situation critique et le rapide processus de dégradation économique, politique et social que connaît le Guatemala actuellement, ainsi qu'à la montée de la répression antipopulaire et de la violence qui caractérisent la vie nationale. » D'autre part, il s'est redéclaré disposé à participer à la mise en œuvre d'un véritable processus démocratique auquel s'intégreraient tous les secteurs politiques et sociaux du pays.

L'URNG a, par ailleurs, exigé du gouvernement l'adoption de mesures élémentaires immédiates afin d'initier, conformément à ses promesses, le processus de démocratisation ; ces mesures avaient été annoncées au Guatemala et à l'étranger depuis le 8 mai dernier. Enfin, le commandement de l'URNG a confirmé que tant que le processus de démocratisation ne se réaliserait pas, l'URNG et le peuple qui la soutient ne déposeraient pas les armes, et poursuivraient leur lutte juste et nécessaire, afin de jeter des bases justes et réelles pour la recherche de la paix, de la démocratie et du développement économique et social du Guatemala.

Les conditions décrites ci-dessus sont celles qui marquent la vie du peuple guatémaltèque actuellement ainsi que celles dont l'URNG tient à informer la VIIIème réunion du sommet des NOAL*.

Dans le même temps, nous voulons réitérer les intentions de l'URNG concernant la recherche d'une solution politique au conflit interne de notre pays, tout en garantissant le respect des intérêts de la majorité des Guatémaltèques et à la condition que ceux-ci constituent la vraie base de cette solution.

Nous considérons que la position de l'URNG constitue un apport réel à l'élaboration de la paix dans notre pays, ainsi qu'en Amérique centrale, cela malgré les accusations incendiaires de l'administration Reagan.

Nous réitérons au Mouvement des pays non-alignés l'engagement de non-alignement que l'URNG a assumé en tant que partie intégrante de son projet politique depuis la constitution de ce dernier. Nous exprimons notre conviction que le Guatemala sera véritablement un pays non aligné jusqu'à ce que nous parvenions à mettre en pratique la paix, la démocratie et l'indépendance nationale.

Nous manifestons notre confiance dans la Huitième Réunion des NOAL qui saura prendre nos positions en considération.

Fraternellement, l'URNG. Guatemala, 8 août 1986.

* Pays non-alignés.

INVENTAIRE

Comment s'arment

les Etats centro-américains

Washington accordant cent millions de dollars à la «contra» : tout un symbole, pour les uns comme pour les autres. Mais nous rappelant du même coup que l'Amérique centrale reste une région en état de guerre, dont les progrès méritent d'être inventoriés et considérés à leur juste mesure en ces périodes de démocratisation continentale.

Les conflits qui secouent la région sont de nature différente. Un État, le Nicaragua, désormais en guerre contre la première puissance militaire mondiale, les États-Unis, par «contra» et Honduras interposés ; une guerre populaire au Salvador où les forces révolutionnaires contrôlent 35% du territoire ; une guerre de mouvement au Guatemala qui s'étend sur les quatre cinquièmes du territoire. Seul le Costa-Rica, notamment depuis la quasi-disparition de l'ARDE d'Eden Pastora, n'est plus directement impliqué.

Entre 1981 et 1985, les quatre pays pleinement insérés

dans le conflit ont accru leurs dépenses militaires de plus 14 % par an en moyenne, soit plus 70% sur la période ; et ce, alors que la production de richesses reculait du fait de la crise. Ainsi, à Produit national brut constant, les dépenses militaires ont été multipliées par 17,8 au Nicaragua, 13,6 au Salvador, 12,6 au Honduras et par 4 au Guatemala. En fait, cette explosion des dépenses militaires n'a été rendue possible que par l'accroissement de l'aide en provenance de l'extérieur. Pour prendre la mesure de son importance, le SIPRI cite l'exemple de l'année 1983 où les dépenses militaires des quatre

pays centro-américains s'élèvent à 530 millions de dollars contre 550 millions d'aide nord-américaine à la région (Nicaragua exclu). Principalement destinée au Salvador, l'aide des États-Unis représentait alors 55% du budget salvadorien et 15% de son PNB.

Au total, entre 1981 et 1985, l'aide des États-Unis a dépassé le milliard de dollars (1% n'est plus directement impliqué. Elle fut d'ordre militaire et économique. Le Nicaragua, dont les dépenses militaires ont crû le plus rapidement, consacre aujourd'hui plus de 50% de son budget à la défense nationale. Il déclarait avoir reçu 350 millions de dollars d'aide militaire en provenance des pays socialistes entre 1980 et 1984, auxquels il convient d'ajouter deux crédits (15 et 5,5, millions respectivement) octroyés par la France et la Hollande pour l'équipement de ses forces armées. Des doutes ont cependant été vite émis, notamment par le responsable Américain latine du Quai d'Orsay, sur la qualité des matériels livrés (vettes garde-côtes.)

Mais la majorité de ces financements ont en premier lieu été employés à recruter et à former des militaires. Qu'on en juge. En 1979, l'Amérique centrale, du Guatemala au Costa-Rica, comptait 53 000 hommes sous l'uni-

forme. Ils sont 260 000 en 1985, soit un accroissement moyen de plus 23% par an. Même le Costa-Rica, seul pays sans armée et où le recrutement est volontaire, voyait les effectifs de sa garde nationale progresser de plus 27% dans la période.

Le chômage, et dans les autres cas la conscription alimentent les armées. Du côté des forces paramilitaires, le panorama est plus différencié : les sandinistes ont mis en place le système des milices populaires basées sur un volontariat qui permet de les équiper en armes personnelles. Au Guatemala, c'est l'enrôlement forcé dans les Patrouilles civiles qui prévaut, avec un armement des plus rudimentaires sinon inexistant. Dans les trois autres pays, aucune force paramilitaire de masse n'existe ; par contre, partout sauf au Nicaragua sévissent les sinistres escadrons de la mort. Et, soulignons-le, le Costa-Rica ne fait plus exception avec deux mouvements d'extrême-droite : le Patriotic Union et le Free Costa-Rica Movement, qui rassemblent environ quatre mille membres et s'attaquent militairement à différentes institutions progressistes, qu'elles soient ou non gouvernementales.

Au sommet de la hiérarchie se trouvent les fameux conseillers étrangers. Les conseillers nord-américains sont présents massivement au Honduras, 1800 avec le

personnel militaire permanent. Depuis 1983, ils ont participé à cinq manœuvres à grande échelle, et vingt-cinq manœuvres d'ampleur plus modeste. Leur caractère quasi permanent porte à six mille le nombre des militaires américains au Honduras (parmi eux, les Béréts verts, les fameux commandos, entraînent la « contra » à partir de 1986, d'après la presse nord-américaine (*Herald Tribune*). Le Salvador en compte une centaine, le Guatemala 320 d'origine israélienne et taïwanaise, le Costa-Rica 40 dont 10 israéliens et 30 nord-américains.

Les conseillers du bloc socialistes (Cuba, l'URSS et la RDA principalement) atteignent huit cents personnes au Nicaragua. Si l'on refuse l'amalgame pratiqué par la propagande des États-Unis qui assimile les instituteurs cubains à des conseillers militaires.

DEUXIEME EMPLOI, LES EQUIPEMENTS MILITAIRES

Le Salvador, du fait du soutien massif des États-Unis, possède l'armée la mieux équipée en matériel aéronautique : hélicoptères de combat, avions opérationnels la nuit (C 47) en sont les fers de lance. Ils ont déversé en moyenne chaque mois de 1985 l'équivalent de 60 bombes de 500 kg, 75 de 750 kg et 975 roquettes dans les zones contrôlées par le FMLN-FDR.

Ensuite vient le Honduras, dont la force aérienne peut atteindre n'importe quelle capitale de la région. L'armée hondurienne est équipée dernier cri : fusils M 16, et surtout équipements de radio et systèmes de communication modernes lui conférant une grande mobilité. Le Nicaragua, par contre, possède une force aérienne très faible, compensée par son artillerie, ses armes anti-chars et ses batteries anti-aériennes ; soit des armements strictement défensifs. Seuls les cent-vingt chars T54-T55 d'origine soviétique — qui représentent les seuls chars lourds présents sur le terrain d'opération — leur donneraient un avantage, mais la topographie des lieux fortement accidentée limite sérieusement leur potentiel offensif. On comprend alors l'intérêt pour les Nicaraguayens d'acquérir des chasseurs-bombardiers type Mig 21, même si diplomatiquement toutes les mesures de prudence doivent être prises.

Au terme de ce panorama militaire, il apparaît un fort déficit du côté des forces progressistes en matière d'équipement — Nicaragua compris — qui ne peut être compensé que par les hommes qui composent les forces en présence. Ce qui laisse à penser qu'il faudrait encore beaucoup de cent millions de dollars pour éteindre le volcan centro-américain.

SANTIAGO ATITLAN

MENACEE

Une campagne pour défendre ses habitants

Dans un télégramme envoyé en réponse à notre préoccupation, le gouvernement guatémaltèque nous a assuré le plein respect des droits de l'homme à Santiago Atitlan. Il faut faire en sorte qu'il généralise cet engagement. Alors à vos plumes...

ACTUALITE

CDHG

En mars 1985, la Commission des Droits de l'homme du Guatemala — CDHG — a entamé une campagne internationale de solidarité avec le «village» de Santiago Atitlan, du département de Solola, après avoir reçu plusieurs informations, dignes de foi, selon lesquelles l'armée guatémaltèque était en train de préparer une campagne de séquestrations et d'assassinats massifs contre les habitants de ce village.

Face à ce péril imminent, la CDHG lançait un appel urgent aux organismes humanitaires — gouvernementaux et non-gouvernementaux — pour qu'ils entreprennent immédiatement les ac-

tions qu'ils considéraient comme efficaces, pour éviter que les autorités guatémaltèques n'aillent jusqu'au bout des actions répressives que l'on redoutait à juste titre contre le village de Santiago Atitlan.

La réponse de la communauté internationale a été rapide et efficace, et le régime militaire a dû faire face à de nombreuses lettres et actions par lesquelles on lui signifiait que la situation de Santiago Atitlan préoccupait beaucoup ; et on lui demandait des actions concrètes afin d'assurer la protection et la sécurité de ses habitants. Devant la pression internationale, le régime guaté-

maltèque s'est donc vu contraint de ralentir l'action répressive à caractère massif qu'il projetait contre les habitants de Santiago Atitlan.

SITUATION DES DROITS DE L'HOMME AU GUATEMALA

Pendant sa campagne pré-électorale, Vinicio Cerezo avait promis de démanteler les corps clandestins de sécurité, et dans son discours d'intronisation, il a déclaré qu'il mettrait fin à «cette épouvantable vague de violence fratricide déclenchée par ceux qui abusèrent du pouvoir et de la répression armée.»

L'enthousiasme qu'a suscité dans certains secteurs de la population guatémaltèque l'élection d'un nouveau dirigeant démocrate-chrétien alimenté par ses promesses publiques d'instaurer un état de droit, respectueux des lois nationales et internationales, a diminué face aux faits qui montrent que l'appareil de répression clandestin dépendant des forces armées resté intact et agit toujours en toute impunité, comme sous les gouvernements militaires précédents.

Les disparitions de personnes et les crimes de sang continuent à gravement toucher la population guatémaltèque, dans les campagnes comme à la ville, à toute heure du jour et de la nuit, de la même façon.

Les méthodes utilisées par les forces de sécurité du gouver-

nement pour la pratique des enlèvements, exécutions extrajudiciaires, opérations de contrôle, etc. continuent à alimenter un climat de terreur et d'insécurité, chaque fois plus notoire, dans de larges secteurs de la population guatémaltèque, spécialement dans les régions rurales.

Les actes de violence survenus lors des derniers mois dans le département de Solola, où se trouve Santiago Atitlan, viennent le confirmer.

29 mars 1986 : On retrouve le cadavre de Dionisia Matzar, institutrice âgée de 20 ans, à cinq kilomètres sur la route qui va de Almolonga à Quetzaltenango. La victime avait disparu après être sortie de son domicile. Son cadavre a été retrouvé dans un état de putréfaction et avec des traces de tortures.

3 avril 1986 : Des milliers d'habitants de Santiago Atitlan se jettent dans la rue pour réclamer la destitution du maire Antonio Cumes, pour protester contre la détention injustifiée de celui qu'on connaît comme Jean le Marchand, lequel avait été arrêté et emmené, pieds et poings liés, par l'armée.

Avril 1986 : L'armée guatémaltèque a mis le feu à des forêts situées dans le département de Solola, entraînant ainsi de graves préjudices aux habitants de la région.

12 mai 1986 : Le cadavre de Pedro Ulayuj est retrouvé à Bar-

rango, hameau du Département de Solola.

28 mai 1986 : Licenciement massif des employés municipaux de Santiago Atitlan, décidé par le conseil municipal, dirigé par Antonio Cumes.

4 septembre 1986 : Le cadavre d'un homme, portant des brûlures de cigarette sur tout le corps, des morsures et ayant les mains liées derrière le dos est retrouvé à 131 kilomètres sur la route qui conduit à Solola, juridiction appartenant au département du même nom.

SANTIAGO ATITLAN A NOUVEAU MENACÉ PAR L'ARMÉE

A cette occasion, la CDHG considère nécessaire de souligner la situation de menace et de danger latent dans laquelle se trouvent une fois de plus les habitants du village de Santiago Atitlan.

La CDHG considère que les faits mentionnés ci-dessus, particulièrement ceux qui concernent les événements qui ont eu lieu à partir du 28 et 29 août dernier, constituent des éléments qui suffisent à prévoir l'imminence d'actions répressives graves, qu'à tout moment l'armée peut entreprendre massivement ou collectivement contre les habitants de Santiago Atitlan. Elle estime nécessaire qu'une campagne soit entamée ayant les mêmes buts et ca-

ractéristiques que celle de mars 1985, en solidarité avec ce village de l'ouest du Guatemala

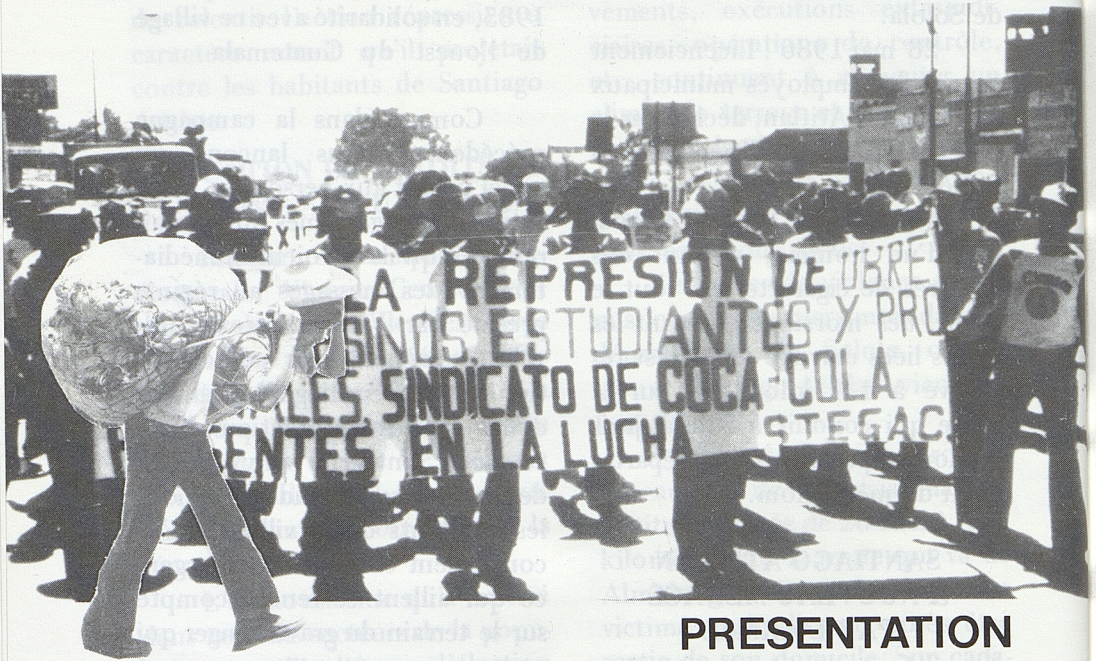
Comme dans la campagne précédente, nous lançons un appel urgent aux personnes, institutions et organismes humanitaires pour qu'ils envoient immédiatement des messages au régime présidé par Vinicio Cerezo Arevalo, exprimant leur préoccupation quant à Santiago Atitlan, lui demandant une protection efficace pour l'intégrité physique et des garanties individuelles pour les habitants de ce village, qu'ils constituent ces missions d'urgence qui aillent se rendre compte sur le terrain du grave danger qui pèse sur eux et qu'ils entreprennent les actions qui leur semblent efficaces pour apporter protection et sécurité à ce village sérieusement menacé par les forces gouvernementales guatémaltèques.

Nous tenons à souligner que ces menaces et intimidations ont lieu alors que le nouveau gouvernement démocrate-chrétien s'attache au niveau international à donner l'impression d'une situation de respect et de vigilance vis-à-vis des droits de l'homme au Guatemala.

Nous sommes sûrs qu'une fois encore, l'action rapide et opportune de la communauté internationale, apportera les résultats escomptés, dans l'intérêt des habitants de Santiago Atitlan.

A L'ECOUTE

DES MOUVEMENTS SOCIAUX



PRESENTATION

Depuis le 14 janvier 1986, le président Cerezo a bénéficié d'un état de grâce durant lequel l'appareil d'État démocrate-chrétien a pu se mettre en œuvre en coordination avec les militaires jusqu'alors en place. Les Guatémaltèques ont accueilli avec intérêt la nouvelle démocratie incarnée par le vainqueur des élections au suffrage universel de 1985. Les problèmes graves auxquels sont confrontées les populations guatémaltèques allaient pouvoir être mieux pris en compte. Et un travail gigantesque de reconstruction attendait Vinicio Cerezo. Le mouvement social, la présentation de revendications, la conclusion de négociations se réorganisaient petit à petit. La manifestation du premier mai s'était tenue ; les paysans du Mouvement pour la terre (Movimiento Pro-Tierra) venaient présenter leurs propositions pour obtenir un lopin de terre ; les membres du Groupe d'appui mutuel pour la réapparition vivante des disparus (GAM) avaient demandé la formation d'une commission d'enquête ; les habitants des bidonvilles «la esperanza Mezquital» manifestaient ponctuellement avec le GAM. Cette démarche pragmatique mais isolée permettait à Vinicio Cerezo de prétendre à une concertation avec les

populations, de s'affirmer en accord avec leurs souhaits, sans toutefois donner les réponses, sinon évasives. Il cultivait l'immobilité ou plutôt la poursuite de la politique antérieure. Deux exemples :

- l'enrôlement dans les Patrouilles d'auto-défense civile (PAC) se réalise toujours sous la menace de l'armée.
- l'examen complet du problème des réfugiés est repoussé à quatre ans, lorsqu'il s'agira de passer la main à un autre président.

Quant au GAM qui maintient la pression pour avoir une réponse concernant les multiples cas de disparitions, tous les stratagèmes sont jugés bons pour l'affaiblir, le diviser.

L'enjeu est d'importance car des développements que connaîtra dans un futur immédiat l'action du GAM dépendra le contenu véritablement démocratique de la nouvelle République guatémaltèque. Et pour cela modifier la Constitution par l'abolition du décret 8 - 86 d'auto-amnistie des militaires coupables de violations graves des droits de l'homme. Car comment concevoir sinon, le minimum de protection aux Guatémaltèques qui s'engagent, qui prennent en charge leurs problèmes. Jusque-là Vinicio Cerezo a proposé des pis-aller financiers : achats de terres aux paysans, octroi d'une aide sociale aux familles de disparus. Le Guatemala ne serait pas devenu riche, mais Vinicio Cerezo parcourt le monde afin de recueillir des fonds, pour acheter la mémoire des vivants et des armes pour abolir toute transformation sociale. Pendant ce temps, des villes de 25 000 habitants, des milliers de paysans sont complètement démunis et qualifiés de marginaux par la société guatémaltèque dominante...

Notre message : c'est au Guatemala, au Mexique qu'il s'agit aujourd'hui de venir en aide à ces populations. Mais de deux façons complémentaires : leur apporter un plus dans leur vie quotidienne et assurer au maximum leur sécurité personnelle – au travers de leur reconnaissance internationale – qui reste un soutien de poids face à la répression.

UN VIEUX DEMON RESSURGIT

Qui demande une réforme agraire ?

Qui a organisé la manifestation du 2 mai qui rassembla 16 000 paysans au terme d'une marche pour la terre ? Il s'agissait en premier lieu de savoir qui allait porter la responsabilité d'avoir réveillé le démon ; un démon particulier puisqu'il s'agit de la réforme agraire. Pourtant on avait pris toutes les précautions : Vinicio Cerezo avait dit et répété lors de sa campagne électorale qu'aucune réforme agraire n'était au programme ; plus largement la terre était singulièrement absente de propositions de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque.

DOSSIER

Et pour cause, car sans relater l'expérience Arbenz entre 1952 et 1954, le général Rios Montt avait été démis de ses fonctions dirigeantes en Août 1983 parce qu'on lui prêtait des velléités réformatrices dans ce domaine. Alors qui ? dans un pays où la grande majorité de la population est encore paysanne ?

Le mouvement Pro-tierra mettait en avant des demandes fort raisonnables. Qu'on en juge : il demandait le soutien de l'État pour racheter des propriétés inexploitées détenues par certaines banques privées. Le 2 mai, V. Cerezo reçut une délégation lors de leur arrivée à Guatemala-ciudad, la capitale. Il leur promit une réponse positive dans un délai d'un mois. Il profita même de l'événement pour donner un contenu à sa politique de « concertation » qui avait déjà échoué sur les augmen-

tations salariales des employés de l'État comme du secteur privé. Pourtant rien ne se passa. Le 12 juillet le Padre Giron organisait alors un rassemblement de 3 000 paysans à Nueva-Concepcion (département d'Escuintla) où participaient Raquel Blandon de Cerezo, la femme du président et les ministres de l'Agriculture et du Développement. Dans son discours le Padre Giron dénonçait violemment le gouvernement accusé d'user d'une rhétorique populiste sans réforme et appelait à la lutte patriotique pour la terre et contre le «Cacif voleur numéro un du pays». «Il y a des groupes qui exploitent et assassinent le peuple». Il n'est plus possible de vivre sous le joug féodal». «Il est temps que les paysans deviennent patrons». Il formulait trois demandes précises : que l'on livre aux paysans les fincas de Raul Garcia Granados, propriétaire foncier à l'étranger depuis 1982 ; que le congrès de la république modifie la constitution pour pouvoir réaliser une réforme agraire ; enfin que les évêques du Guatemala donnent leur appui au mouvement Pro-tierra. Il n'a été entendu jusqu'à aujourd'hui que par Monseigneur Prospero Penados del Barrio, évêque de Guatemala-ciudad qui s'est déclaré favorable à la réforme. Quant à la présidente, elle assurait que le gouvernement s'identifiait parfaitement à la revendication pour la terre dans le cadre de la voie pacifique vers la démocratie. Car si elle pesait la lutte armée absolument justifiable sous les régimes antérieurs, ce n'était plus le cas actuellement. Dans le sens, le gouvernement avait déjà reçu la proposition de vente de 145 fincas privées et de deux plantations bananières ; ce qui représentait un travail pour 1 500 familles environ. Voilà pour les faits. Les développements postérieurs ont alors consisté à recenser les propriétés qu'il était possible d'acquérir et les terrains susceptibles d'être mis en valeur pour aboutir à la conclusion que le pays n'était pas assez grand pour satisfaire la masse de paysans sans terre ; si l'on se refusait à exproprier, bien entendu.

La récente étude de l'AID*, qui fait autorité sur la question chiffre la réalité guatémaltèque : 1% des fincas exploitent 34% des terres cultivées sur des surfaces de 450 hectares ou plus ; à l'opposé, 54% des fincas exploitent 4% des terres cultivées sur des superficies inférieures à 1,4 hectare. Autrement dit 78% des exploitations agricoles guatémaltèques ont moins de 3,5 hectares, superficie nécessaire au travail d'une famille. A cela s'ajoute plus de 400 000 travailleurs agricoles sans terre.

C'est donc au total 31% de la population guatémaltèque qui manque de terre à cultiver. L'étude de l'AID mettait bien sûr l'accent sur la région des Hauts-Plateaux où se concentrent les paysans-indiens. Or la crise économique d'une part, la répression de ces dernières années

* AID : Agence interaméricaine de développement.

A L'ECOUTE DES MOUVEMENTS SOCIAUX—

d'autre part ont modifié durablement les situations régionales et ont donné naissance au mouvement Pro-tierra dans la région Sud

Deux travaux du SEGEPLAN (Secrétariat Général de Planification économique) mettent en lumière les évolutions récentes de l'agriculture guatémaltèque. Primo, face à la chute des cours des matières premières agricoles sur le marché mondial) de nouvelles cultures se développent : canne à sucre, maïs, soja, sorgho. Mais les récoltes de ces plantes industrielles sont faciles à mécaniser, ce qui entraîne une baisse du volume d'emploi proposé aux travailleurs agricoles. Deuxio, devant la vague de répression qui s'abattait sur l'Altiplano en 1982 et 1983, de nombreux réfugiés allèrent vers le sud du pays et pour certains d'entre eux s'y sont définitivement établis depuis. C'est notamment cet afflux de main-d'œuvre qui a permis aux propriétaires-exploitants de geler le salaire journalier à 3,20 Quetzal depuis 1979. Compte tenu de ces éléments quelles solutions sont actuellement proposées ?

Ici on retrouve, et ce n'est pas une surprise, le paradigme de sortie de crise de la Démocratie Chrétienne au Guatemala qui consiste à tenter de résoudre des problèmes internes en les contournant par leur projection dans le champ international. En clair, la solution viendra de l'AID. L'institution internationale préconise comme remède efficace, la création d'un marché libre de terres agricoles sur la base des nouvelles possibilités de financements mobilisables et la poursuite d'un programme pilote développé avec la « Fondation del centavo » présidée par un propriétaire terrien. Le but : financer l'acquisition de petits lots de terres agricoles et lancer des productions non-traditionnelles. Les moyens financiers proviendraient du budget 1987... des États-Unis ; soit 7 millions de dollars qui viendraient s'ajouter aux 3 millions de dons et aux 2 millions de prêts obtenus pour la mise en culture de nouvelles terres ; le tout en coopération avec la fondation del centavo.

Cette proposition limitée permet de remplir le vide créé devant les revendications paysannes : aucun parti politique n'a en effet pris position et V. Cerezo se limite à refuser toute réforme agraire pour préserver la paix dans le pays. On comprend alors pourquoi, devant la réaction ferme des propriétaires terriens et certainement des militaires, le Padre Giron a dû reculer en demandant pardon aux organisations patronales. Il tirait ainsi les conséquences de son isolement qui, du fait de la politique de contrôle des populations dans les campagnes rend impossible toute mobilisation d'ampleur nationale. Il n'en reste pas moins que nombre de propriétés ne sont pas mises en valeur, que les paysans guatémaltèques n'ont d'autre alternative que de se vendre à vil prix pour pouvoir se nourrir, bref, que les problèmes de fond subsistent... et que le démon réapparaîtra.

CAMPAGNES

Quelle ouverture démocratique pour les paysans ?

Si la démocratisation souligne les différences entre ville et campagne, elle montre également le contraste des régions. Au-delà du point de vue économique et sociologique, cette différenciation est faite par la politique contre-insurrectionnelle, son contenu et celui de la réponse du mouvement politico-militaire. Dans les autres zones, celles déclarées «zones de conflit», non seulement la répression est autre, mais le jeu des pouvoirs – armée, gouvernement, patronat et Démocratie chrétienne – s'effectue sur un autre mode. L'expression du mécontentement populaire aussi.

DOSSIER

Après une longue et forte période de répression, le Guatemala aborde une phase de démocratisation. Ce cheminement, pour la campagne, se résume en quelques chiffres significatifs. Pour ces vingt dernières années, ce sont environ 400 villages et hameaux qui ont été détruits par l'armée guatémaltèque. La principale conséquence en est aujourd'hui un million de paysans déplacés (par exemple 53,6 % de la population totale pour le département du Quiché), dont 300 000 regroupés, dans le cadre de la politique contre-insurrectionnelle, dans des «villages modèles».

«SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT»

Dans le Quiché, le Huehuetenango, le Peten, la politique contre-insurrectionnelle perdure même si la direction régionale des Coordinations inter-institutionnelles revient aujourd'hui à un gouverneur civil. Au même moment, V. Cerezo inaugurerait deux hameaux stratégiques, se félicitant d'apporter un soutien matériel aux «victimes du conflit», et de leur permettre de s'intégrer aux programmes d'agro-exportation et d'agro-industrialisation qui devraient contribuer au développement national.

Cette démarche, dite de «desarrollismo» (de développement), n'est pas une innovation. Déjà contenue dans le programme militaire

A L'ECOUTE DES MOUVEMENTS SOCIAUX —

«Sécurité et Développement», elle prétend résoudre les contradictions et conflits, afin de retirer tout appui social aux «insurgés». Ainsi le projet démocrate-chrétien pour ces régions n'apporte-t-il aucune modification sur l'ensemble organisationnel — Coordinations inter-institutionnelles, Patrouilles d'action civile et Pôles de développement sont maintenus —, par lequel devra obligatoirement passer toute démarche gouvernementale concernant ces populations

De plus, par le passé, les rassemblements de saisonniers sur les grandes plantations ou sur la Côte sud favorisaient des prises de conscience collective. A l'heure actuelle, ces départs sont strictement limités et contrôlés ; seuls les «bons éléments» sont autorisés à sortir de ces hameaux pour vendre leur force de travail. Toutefois, la majorité de la population de ces départements dits «en conflit» ne vit pas dans les villages modèles, mais dans des bourgades dispersées où les possibilités d'organisation restent limitées car l'armée y déploie toujours de vastes campagnes de répression.

Le contrôle de la population civile et la militarisation de l'administration étatique à la campagne ont fortement touché l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG), qui réunit l'opposition politico-militaire. Subissant un «reflux relatif» consécutif à une perte de certaines parties de sa base sociale, ce mouvement se restructure dans un semi-isolément dû au «ras-le-bol» de la violence et à la volonté de paix et de sécurité de la population guatémaltèque.

Par ailleurs, les mouvements sociaux émergents posent à l'URNG la question de son articulation avec un mouvement d'opposition aux mesures antipopulaires du régime démocrate-chrétien. Ainsi, la conjoncture actuelle amène le cours de la guerre sur le terrain de la lutte politique, sans pour autant exclure l'activité militaire. Nous donnons pour exemple la déclaration de l'URNG de mai 1986 qui, traitant du développement de liens organiques avec les secteurs populaires, appelle ceux-ci «à lutter pour leurs revendications immédiates, et de cette façon exiger la démocratisation du pays.»

MARCHES PAYSANNES ET IMMOBILISME GOUVERNEMENTAL

Les campagnes de massacres et de «terre rasée», principalement réalisées sur l'Altiplano, ont entraîné une perte importante de militants, de dirigeants et également de structures d'organisation. De plus, dans des départements tels le Quiché, San Marcos, Huehuetenango et les Verapaces, entre autres, l'actuelle politique de contrôle militaire laisse peu d'espace aux expressions d'un mouvement populaire. En effet, le mécontentement s'affirme davantage dans les villes et, en second plan, dans les régions où n'existe pas de politique contre-insurrectionnelle généralisée.

Dans ces régions de l'Orient et de la Côte sud, des paysans s'or-

ganisent et recherchent des solutions possibles à leurs problèmes : une parcellisation extrême de leurs terres, au côté d'immenses «latifundias» ; 41% de la population rurale ne possède aucun lopin, et 9 familles sur 10 vivent sur une parcelle qui ne suffit pas à leurs besoins. En mai, des paysans occupaient des terres à Puerto de San-José. Le mois suivant, les ouvriers des bananeraies de Izabal organisaient plusieurs grèves, malgré l'intervention de l'armée.

La marche du 2 mai 1986 entre Nueva Concepcion et la capitale, qui rassembla 16 000 personnes venues de l'ensemble du département d'Escuintla et quelques représentants d'autres régions allait constituer la première apparition sur la scène nationale de ce mouvement. Cette protestation, à l'initiative du prêtre Giron, dirigeant du Mouvement paysans pour la terre, demandait alors l'autorisation d'acheter une propriété en friche. A ce moment, le discours des leaders prônait une réforme agraire «intégrée», sans affrontement et ne devant pas passer par l'occupation et la confiscation de terres. Cette marche, autorisée dès le départ par la Démocratie-chrétienne, était accueillie avec empressement par Vinicio Cerezo, qui promit aux paysans de répondre à leurs demandes.

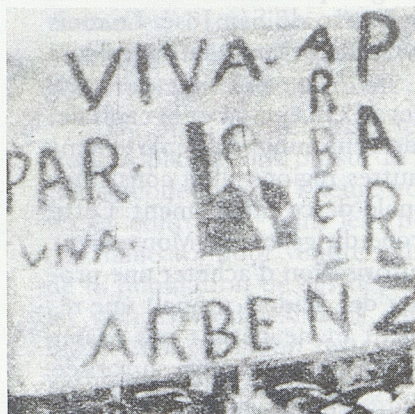
Un mois plus tard, 30 000 télégrammes parvenaient à la présidence, lui rappelant l'engagement qu'elle semblait avoir oublié... Après avoir attendu vainement la concrétisation de ces promesses, le 12 juillet, 3 000 paysans assaient, à Nueva Concepcion, à une assemblée générale convoquée par le Mouvement paysan pour la terre.

Giron y exprima son impatience face aux discours politiques : *«Ce que je veux, c'est de la terre, de la terre pour les paysans»*, ajoutant que quelques «fincas» ne suffiraient pas. *«Nous voulons la Côte sud, parce que c'est là que se situent les richesses du pays... Les riches ont suffisamment mangé, maintenant c'est à notre tour, nous les pauvres.»*

De facto, ce nouveau gouvernement a pour mandat de préserver les intérêts de l'armée dans les zones de politique contre-insurrectionnelle, et ceux de la bourgeoisie foncière et agroexportatrice sur la Côte sud, la région de l'Orient, etc. C'est pourquoi le président du congrès général de la Démocratie chrétienne, Alfonso Cabrera, maintient de façon *«catégorique qu'il n'y aura pas de réforme agraire.»* Néanmoins, ce même gouvernement recherche le compromis indispensable avec une paysannerie dont il doit à tout prix éviter la radicalisation. Aussi se met-il à l'écoute de ces fortes revendications pour la terre, espérant que des solutions ponctuelles et locales contiendront le mécontentement populaire.

Mais l'espace laissé par le CACIF et l'armée reste très limité : disparitions, assassinats de personnes engagées continuent. Pourtant, la marche du 2 mai a encouragé ces paysans à manifester un mécontentement ne se suffisant pas d'une diplomatie de petits gestes.

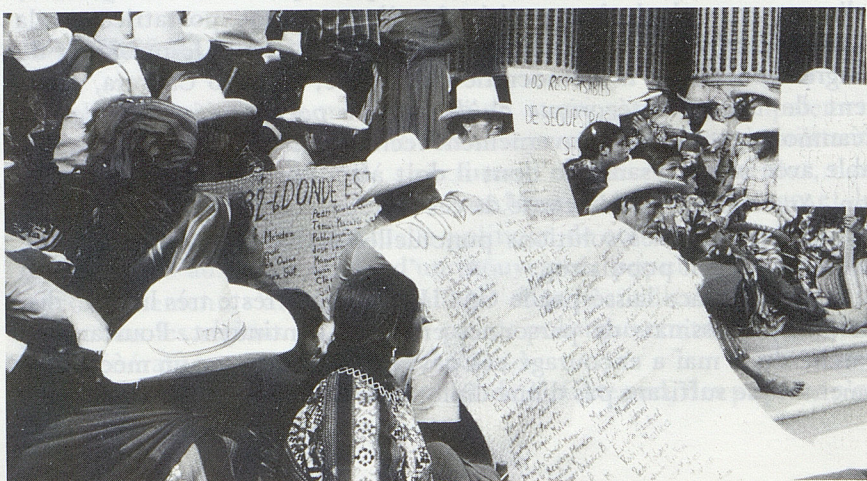
Une colère plus forte



que la peur

C'est vrai. Il y a ces militaires sans foi ni loi. Il y a ces commandos paramilitaires hors la loi. Il y a ce sentiment de nudité et de fragilité que là, à l'angle de cette rue, ce pourrait être soi-même que l'on retrouve demain, après-demain, sans vie et sans assassins.

Mais. Il y a aussi cette misère qui chaque jour, à chaque quart d'heure, dévore un enfant. Enfant mal né, mal nourri. Enfant méprisé de parents méprisés. Et il y a ces promesses caressant l'espoir, l'attente. Le temps s'écoule : une demande, une demande raisonnable est osée. Alors on retrouve dans ce vide, cette réponse qui ne vient pas, le même mépris. C'est ainsi que naît la colère, et la confiance dans les autres. Parce que l'angoisse, partagée avec eux, laisse une petite place à l'enthousiasme.



Le Groupe d'appui mutuel des parents de disparus (GAM) occupant les marches du palais présidentiel.



Le 18 juillet, les habitants du bidonville de Mezquital se joignaient au GAM.



Certainement moins de moyens que la Démocratie chrétienne mais certainement plus de détermination face aux généraux...



C'est ainsi qu'on retrouvait le 1^{er} Mai les travailleurs de Coca-Cola dans la rue, eux que la solidarité internationale avaient soutenus, retranchés durant une année dans leur usine.



Le lendemain, le 2 mai, des milliers de paysans ; venus réclamer une réforme agraire ? non, seulement qu'on leur permette au moins d'acheter de la terre.



Ils auront été quinze mille à retourner dans leur village sans aucun engagement concret de la part du nouveau gouvernement.

Les étudiants étaient également là ce 1^{er} Mai 1986. On peut lire : « Pour le droit à la vie, au logement, à la santé, à l'éducation, au travail et à l'alimentation, et l'organisation populaire. » Sur la droite de la banderole, deux œillets, symbole du GAM.



MEZQUITAL, UNE VILLE EN MARGE

Les « pobladores » s'organisent

A la sortie de la capitale, Guatemala-Ciudad, peu après un quartier résidentiel, le Mezquital, un des plus importants bidonvilles d'Amérique centrale. Appelées « barrios marginales » (quartiers marginaux), ces zones ignorées des autorités trouvent dans cette appellation toute leur signification. Et pourtant, elles vivent, comme nous le montre cet entretien avec un dirigeant du Mezquital.

DOSSIER

Propos recueillis
par notre correspondant

A première vue, ce bidonville paraît immense et très dense. D'où viennent toutes ces familles, quelles sont les raisons qui les incitent à s'installer ici ?

Nous sommes aujourd'hui cinq mille familles, ce qui représente vingt-cinq mille personnes environ. Cet état de chose est une des conséquences de la situation économique de crise que traverse le Guatemala : chômage, vie chère et pénurie des produits de base. C'est pour ces raisons que nous avons dû envahir des terrains privés. L'occupation s'est faite le 10 mars 1984 et fut suivie de multiples déboires : nous subissions le temps, la poussière, l'eau croupie. Tout n'était que hautes herbes et broussailles et nous avons dû nettoyer ces terrains afin de les rendre accessibles et de pouvoir y vivre.

Notre population consiste approximativement en trois types. Il y a environ 25% d'Indiens ; je pense que 60% des habitants d'ici viennent de la province et s'ils ne sont pas purement Indiens, ils sont tous paysans. 15% sont originaires de la capitale : ces derniers sont peu

nombreux car ils ont davantage de possibilités de trouver un endroit où s'installer. Malheureusement, ce sont également eux qui participent le moins, du fait du genre de vie auquel ils ont été habitués.

L'exode rural vers la capitale existe depuis longtemps mais s'est accentué avec le tremblement de terre de 1976. En effet, les pouvoirs publics s'étaient déclarés prêts à offrir des terrains aux personnes qui avaient perdu leur abri. Beaucoup ont voulu en profiter. Ils sont finalement restés sur place. Puis leur famille les a rejoint ainsi que d'autres familles à la recherche d'un endroit où s'installer. Ce fut l'origine de l'émigration galopante des paysans vers la capitale.

Ces populations cherchent un travail, introuvable en province, un loyer moins élevé. Les salaires à la campagne sont extrêmement faibles et les difficultés s'accroissent avec l'élévation rapide du coût de la vie. Le patron leur fait des promesses mais rien ne se réalise. Alors ces gens commencent à désespérer, puis décident finalement d'aller à Guatemala-Ciudad, pour se rendre compte que nous vivons, nous aussi, de la même façon ; et que si nous touchons un salaire plus élevé, nos dépenses sont aussi plus importantes. Ils découvrent une situation qui leur était inconnue, et se trouvent les mains liées par leur ignorance sur la vie d'ici. Puis ils effectueront quelques petits travaux, travaux d'immigrés pourrait-on dire, très mal payés, mais dont ils ont absolument besoin. Et ces personnes finiront par occuper des terrains pour les mêmes motifs que nous.

Quelle attitude les gouvernements successifs ont-ils eu à votre égard ?

Depuis que nous sommes installés ici, nous avons acquis un certain nombre de services, avec le soutien d'organismes extérieurs. Le gouvernement lui, ne nous a quasiment pas aidé. Il n'a su faire que des promesses pour « plus tard », tout en nous expliquant que nous sommes hors-la-loi, et donc que nous ne pouvons nous réclamer d'aucun droit.

« EN TANT QU'ÊTRES HUMAINS »

C'est pour cela que nous sommes considérés comme marginaux, que nous n'avons pas le droit à la santé, à l'éducation de nos enfants, à l'eau potable, que nous n'avons aucun droit. Mais je crois que nous en avons parce que nous sommes des êtres humains. Il existe des lois, mais il existe aussi les lois de la nature, les lois de Dieu, qui affirment qu'en tant qu'êtres humains, nous avons droit au pain, que nos enfants ont le droit d'être éduqués, que nous avons le droit de veiller au bien-être de notre famille.

Cette situation, les gouvernants ne la comprennent pas. C'est pourquoi, nous sommes ici, luttant tel un peuple. Entre voisins, nous

A L'ECOUTE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

formons une organisation, où tous les participants sont satisfaits d'être conscients des nécessités collectives, des gens qui s'entraident. C'est de cette façon que nous avons obtenu ce que nous possédons aujourd'hui : ce n'est pas grand-chose, depuis le temps que nous vivons dans cet endroit...

Et si le gouvernement actuel prétend être démocrate, nous n'exigeons ni plus ni moins de cette démocratie qu'elle nous permette d'exprimer nos idées, de faire part de nos inquiétudes, qu'on écoute les solutions que nous sommes à même de proposer. Cela signifie également que l'on nous laisse travailler, et surtout que nous soyons pris en compte comme citoyens à part entière.

Comment cette fourmilière humaine parvient-elle à fonctionner de manière organisée ?

Nous sommes 25 000 personnes. Les terrains sont divisés en fractions, afin de rendre plus aisé le travail d'organisation. Chaque fraction a sa direction propre, mais nous avons aussi créé une association : l'Association unie de Mezquital Zona 12. Ainsi nous formons un seul bloc qui possède également une direction à laquelle j'appartiens.

Les directions sont élues en assemblée générale par les habitants. Nous sommes tous élus : des procès-verbaux de l'assemblée générale sont faits lors de l'élection de la junta de direction. Voilà comment nous nous organisons : chacun a le droit de questionner, de suggérer. Chacun a la responsabilité de travailler, chacun a le droit d'exiger, de profiter des bienfaits de notre activité. Ceux qui refusent de participer, de collaborer, se marginalisent d'eux-mêmes. C'est là que réside notre travail : faire prendre conscience à ces gens afin qu'ils s'intègrent à notre « société ».

Ce travail est réalisé au moment des assemblées. Nous parlons de l'indispensable propreté de nos ruelles, afin d'éviter les maladies. Mais également de la nécessité de s'éduquer pour se dépasser soi-même, de la nécessité du travail. Nous traitons aussi de l'obligation que nous avons de nous regrouper, parce que nous sommes ainsi en position de force. Nous pouvons ainsi venir en aide aux plus démunis d'entre nous, en créant par exemple comme nous l'avons déjà fait une « soupe populaire. »

UNE MAIN-D'OEUVRE SANS MOYENS

Deux ans après l'occupation de ces terrains, nous avons l'eau potable, la lumière électrique : des voisins se sont débrouillés pour l'ame-

ner jusqu'ici. C'est interdit mais c'est ainsi que nous avons de la lumière. L'eau potable couvre 30% du Mezquital et la lumière électrique 70%. Par contre, nous ressentons grandement l'absence de canalisation des eaux sales. Ainsi, de nombreux enfants sont décédés de diarrhées vomitives.

La première année 125 enfants sont morts, la seconde 75 : certaines mesures permettent de diminuer la mortalité infantile. Entre voisins, nous avons mis sur pied un centre de santé, mais nous ne pouvons pas le terminer, faute de matériaux. La main-d'œuvre est disponible, tous sont prêts à travailler, mais par contre ils nous manque du ciment, des planches.

Il y a approximativement mille enfants en âge d'être scolarisés. Nous avons six cents enfants qui reçoivent des cours de maîtres bénévoles, ou titularisés. Mais, pour le reste, nous ne trouvons pas de local pour les installer. Nous allons essayer de fabriquer un grand auvent. Bien sûr, nous avons un endroit où le bâtir, mais ce sont les matériaux qui manquent...

La volonté, elle, ne vous manque pas : quels sont vos projets pour l'avenir ?

Notre grand rêve serait d'avoir une garderie où seraient accueillis les enfants. Car certaines mères célibataires travaillent ; et puis ce serait une garderie avec au moins des jouets pour les enfants. Nous manquons également de médicaments, pour équiper un centre de santé.

De toute façon, nous comptons rester ici. Mais cela ne suffit pas. Il faudrait qu'un organisme se charge de constater la situation dans laquelle nous vivons. Nous sommes disposés à payer ces terrains avec, bien entendu, des mensualités adéquates. Si quelqu'un pouvait se charger de cela, acquérir ces terrains que nous rachèterions ensuite, ce serait un grand pas dans notre projet et le plus grand cadeau que pourrait nous faire un pays, un village à un autre village. Ce serait magnifique ! Nous sommes déjà un grand village ici, avec 25 000 habitants ; nous n'avons pas de maire nommé par le gouvernement mais nous sommes nous-mêmes la municipalité.

Est-il possible que le gouvernement ne se rende pas compte de certaines choses, que nous avons nos propres organismes ? Pense-t-il que nous sommes isolés, que nous sommes seulement des gens oisifs ? Qu'il vienne se rendre compte par lui-même de comment nous vivons, de ce que nous faisons. Mais il n'en a pas le temps.

CONTRE L'OUBLI

Le Groupe d'appui mutuel

Sans aucun doute, le thème le plus sensible, le plus allergique au gouvernement de Vinicio Cerezo est celui des disparus. Huit mois de gouvernement ont montré à quel point le problème des disparus est incontournable, à quel point il est l'épicentre d'un nœud de tensions difficilement maîtrisables : le rapport armée-gouvernement civil d'un côté, le rapport démocratie-droits de l'homme-aide internationale de l'autre.

DOSSIER

Les stratégies suivies par les principaux protagonistes de ce drame illustrent bien les limites de l'expérience démocratique ainsi que la justesse et la légitimité de la lutte du GAM. La marge de manœuvre de Vinicio Cerezo s'est considérablement rétrécie ces derniers mois, et sa stratégie semble de plus en plus calquée sur celle des militaires. Le GAM, au contraire, a élargi et consolidé son soutien international et surtout a réussi à rompre l'isolement relatif à l'intérieur du pays, risquant même de devenir la plaque tournante d'un mécontentement populaire en plein essor. Étant le bastion le plus fondamental des droits de l'homme — le droit à la vie —, le GAM montra au cours d'une marche nombreuse, le 22 août, qu'il va main dans la main avec tous les autres : le droit au travail, à la nourriture, au logement, à la santé, et le droit de libre association et d'organisation.

DE L'ÉTAT DE GRACE...

Vinicio Cerezo ne reçoit le GAM que le 13 février, un mois après son investiture. Plus de 300 membres du groupe participent à la réu-

nion. Cerezo donne le ton *« Je suis prêt à écouter vos demandes, mais je ne peux pas promettre l'impossible. Néanmoins, je vais étudier chaque cas et je vous promets que nous allons établir la vérité. Dans quinze jours, je vous donnerai une réponse. »* La promesse « impossible » de Cerezo concerne l'une des quatre « demandes » du GAM : celle qui exige le jugement des principaux chefs de l'armée et des gouvernements précédents, considérés par le GAM comme responsables de la disparition de milliers de Guatémaltèques ainsi que d'autres atteintes graves aux droits de l'homme. Les trois autres demandes laisseront une plus grande marge de manœuvre au gouvernement.

Désormais, la stratégie du gouvernement va se structurer autour de la demande de constitution d'une commission d'enquête sur le sort des disparus. En effet, à la différence de la première, celle-ci est en principe « recevable » car elle ne préjuge pas du « résultat ». De plus, le temps nécessaire à sa formation et à l'exécution de son mandat peut considérablement se rallonger... et Cerezo a besoin de temps. Quant à la demande d'abolition du décret d'(auto)amnistie imposé par les militaires quelques jours avant de rendre le pouvoir elle sera facilement contournable car elle ne relève pas des compétences de l'exécutif.

AUX ÉTATS D'ÂME...

Quinze jours plus tard, Cerezo évitera de rencontrer le GAM, manquant ainsi partiellement aux engagements pris lors de la réunion du 13 février. Quand les membres du GAM s'apprêtent à rentrer chez eux, le président sort au balcon et annonce qu'il continuera l'examen des dossiers individuels et qu'il envisageait positivement la formation d'une commission mixte d'enquête. Des propos assez forts vont alors s'engager entre le GAM et Cerezo. Il sera accusé d'abandonner le peuple au profit des assassins qui se trouvent confortablement aux postes de commandement de l'armée et du gouvernement. Cerezo répondra qu'il *« représente les idées de 69% des Guatémaltèques tandis que le GAM n'est qu'un groupe marqué par la violence du passé, laquelle doit être oubliée au même titre que l'on doit éviter les affrontements. »*

Dorénavant, les communications entre le GAM et le gouvernement seront de plus en plus difficiles. Fin mars, une délégation du GAM part en tournée pour l'Europe et les États-Unis. Cerezo est mécontent et accuse le GAM de tenir des propos mensongers, car la situation des droits de l'homme s'est, selon lui, sensiblement améliorée depuis son arrivée au pouvoir.

A L'INDIFFÉRENCE...

A partir d'avril, le gouvernement modifie légèrement sa stratégie. Tout en laissant le GAM s'exprimer publiquement, Cerezo n'accepte-

A L'ECOUTE DES MOUVEMENTS SOCIAUX —

ra pas de le recevoir. Le temps deviendra son souci principal. En laissant traîner les choses, le gouvernement compte sur l'isolement et l'épuisement progressif des membres du GAM. Leurs demandes deviendraient un fait constant, répétitif de la vie quotidienne des Guatémaltèques, mais sans résultats. Pendant un certain temps, les faits sembleront donner raison à Cerezo. En effet, la spécificité de la demande du GAM, axée sur le «*retour en vie*» de leurs proches, semblerait buter contre un ennemi de taille : le pessimisme — alimenté par des années d'une répression sans merci — d'une population qui ne «*croit plus*» que les disparus soient encore en vie.

Cerezo va exploiter au maximum cet état d'esprit : «*Oublions les morts, pensons aux vivants*», «*Vos maris sont déjà morts, pensez à vos enfants maintenant*» ; toutes les occasions seront bonnes pour marteler ces slogans.

La grande marche pour la terre qui rassembla plus de 15 000 paysans le 2 mai fut un moment privilégié de cette stratégie.

Cependant, et contre les attentes du gouvernement, le GAM continuera à croître. Alors même que les media parlaient d'un relatif épuisement de la base de soutien du GAM, celui-ci appela à une marche le 22 août, montrant avec éclat qu'il était très loin d'être un phénomène marginal.

La marche, considérée comme massive par les media en comparaison avec les précédentes manifestations du GAM, présenta certaines caractéristiques particulières : l'exigence du respect des droits de l'homme, centrée jusqu'alors sur le sort des disparus, fut élargie et approfondie. L'accent fut mis sur l'exigence de «*paix, justice, emploi, logement, contre la dégradation du pouvoir d'achat et contre la corruption.*» Au même moment, le GAM recevait des messages de soutien provenant des différents secteurs de l'opposition légale : notamment de l'Union du centre national (UCN), parti de centre-droite et second en nombre de voix après la Démocratie chrétienne aux dernières élections. Le Parti socialiste démocratique (PSD), social-démocrate, participa même à la manifestation et se proposa comme médiateur entre le GAM et le gouvernement.

A LA MENACE...

Face à cette poussée de popularité du GAM, le gouvernement verra sa marge de manœuvre considérablement réduite. En effet, le gouvernement démocrate-chrétien ne peut faire appel aux méthodes terroristes, à l'image des gouvernements militaires précédents.

Aux yeux de la communauté internationale, le GAM est le seul groupe de défense de droits de l'homme qui a survécu dans un pays

dévasté par la répression illégale et un conflit armé interne qui dure déjà depuis plus de vingt ans. Ainsi, après plus de deux ans d'activité dans des conditions particulièrement dures, le GAM est devenu un fait relevant et permanent de la vie politique guatémaltèque. De plus, c'est le seul groupe des droits de l'homme qui ait une participation majoritairement indienne.

Face à cette situation, le gouvernement répond avec une vaste campagne de désinformation axée sur deux volets. Tout d'abord, l'utilisation de la division ethnique, afin de faire passer l'idée qu'il existe un antagonisme Indiens-ladinos à l'intérieur du GAM. Ainsi, début septembre, ont commencé à circuler dans le pays des tracts annonçant une scission du GAM et la création d'un nouveau groupe formé exclusivement d'Indiens : le GAMI. Ce groupe serait, de plus, clandestin et lié au Comité d'unité paysanne (CUC) dont les membres sont en exil ou dans la clandestinité. La manœuvre est parfaite : d'une part mettre l'accent sur la dichotomie du groupe, composé d'une majorité dominante non-indienne et d'une majorité silencieuse d'Indiens et, d'autre part, le choix de la clandestinité confirmerait la version de l'armée selon laquelle le GAM est lié à la subversion. Et deuxièmement, l'utilisation de menaces réelles, plus ou moins déguisées, contre les membres du GAM (voir le communiqué de l'armée du 19 septembre) et des menaces beaucoup plus directes contre les membres indiens du groupe, surtout ceux qui vivent dans des villages et des régions assez isolés sous contrôle militaire.

Amérique centrale : la cinquième frontière ?

par Michael Stührenberg et Eric Venturini

L'Amérique centrale est-elle la « cinquième frontière de l'Europe », comme l'ont qualifiée des intellectuels français dans un appel au Congrès américain pour qu'il reconduise l'aide aux *Contras* anti-sandinistes ? Cette région n'est-elle qu'un nouveau champ clos de l'affrontement planétaire entre les deux superpuissances ?

Pour répondre à ces questions — et à bien d'autres —, les auteurs de ce livre ont délibérément renoncé aux œillères euro-péocentristes, qui limitent trop souvent la perspective des observateurs de cette nouvelle zone de tension. S'appuyant sur de nombreux reportages réalisés sur le terrain, des entretiens avec des responsables de tous bords et de nombreux documents officiels et confidentiels, ils nous donnent à connaître, objectivement, les points de vue des différents protagonistes.

Les principaux se trouvent d'abord sur place : gouvernements confrontés à de

profondes crises, possédants accroches à leurs privilèges, guérilleros rêvant de révolutions, et tous les autres aspirant à la paix. C'est cette fournaise que les Etats-Unis tentent d'éteindre, avec de puissants moyens politiques, économiques et militaires. Mais Washington doit aussi compter avec les autres acteurs du drame centro-américain : l'Union soviétique, Cuba, les puissances régionales, l'Europe et l'Eglise. Ecrit pour le grand public, sérieusement documenté, ce livre apporte des analyses originales et une synthèse complète sur l'un des dossiers les plus brûlants de la scène géopolitique mondiale.

Michael Stührenberg, 33 ans, est journaliste de l'AFP et envoyé spécial en Amérique centrale de l'hebdomadaire Die Zeit.

Eric Venturini, 26 ans, est reporter de l'hebdomadaire Révolution.

336 pages. 120 F.

UNSI TRAGUA

Une nouvelle confédération se présente

On se souvient de cette répression sans merci qui décépita le mouvement syndical guatémaltèque au début des années quatre-vingt. Et voilà qu'aujourd'hui, dépassant la longue occupation de leur usine que menèrent, de façon isolée, les travailleurs de Coca-Cola, des structures nationales et interprofessionnelles apparaissent, porteuses de revendications précises. L'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA) est née pour sa part début 1985, et cette rencontre avec un de ses dirigeants nous permet de faire plus ample connaissance après la campagne de soutien menée en Europe lors du conflit Coca-Cola d'il y a deux ans.

DOSSIER

Propos recueillis
par notre correspondant

Pouvez-vous, pour commencer, nous faire un bref rappel des origines de l'UNSI TRAGUA ?

Pour cela, il faut partir des années de répression qu'a connues le Guatemala : des dirigeants syndicaux furent enlevés, furent assassinés, et les autres durent s'exiler. Des fédérations et des confédérations entières disparurent, comme la Confédération nationale du travail (CNT) ou la Fédération autonome syndicale guatémaltèque (FASGUA). Aussi, début 1985, des syndicats privés d'affiliation décident alors de créer une nouvelle structure syndicale nationale ; c'est ainsi que naquit l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA), une nouvelle confédération se démarquant de celle existant déjà, la Confédération unitaire syndicale du Guatemala (CUSG). Car nous ne

partageons pas du tout la démarche pro-gouvernementale de cette centrale qui bénéficient de plus d'un soutien financier de l'AFL-CIO. Il existait également à l'époque, et il existe toujours, la Fédération nationale des travailleurs (FENAT), affiliée à la Confédération latino-américaine des travailleurs (CLAT) vénézuélienne, elle, liée à la Démocratie chrétienne.

En résumé, l'UNSI TRAGUA se caractérise par son indépendance vis-à-vis de tout pays, organisation ou institution étrangère et est uniquement financée par les syndicats ruraux et urbains qui la composent. Nos moyens financiers sont faibles ; nous avançons à petits pas... mais nous restons persuadés que les travailleurs doivent s'organiser, exiger leurs droits et contribuer par leurs opinions à résoudre les problèmes qui affectent le pays.

Pensez-vous que le gouvernement de Vinicio Cerezo pourra apporter des solutions à ces problèmes et, comme on peut le lire dans la presse, amener un « changement » pour les Guatémaltèques, pour le mouvement syndical ?

Pour l'instant, nous estimons que si des modifications ont effectivement été apportées quant à son personnel, la politique du gouvernement, elle, reste inchangée.

La misère et la violence persistent, le coût de la vie augmente. Les services publics — l'eau, l'électricité et les transports — se dégradent. Pour tout dire, même les produits dits de « première nécessité » viennent à manquer ; y compris ceux de production nationale tels le café et le sucre qui sont parfois introuvables et augmentent sans cesse alors que durant cette période les salaires n'ont en général pas bougé.

On peut également aborder la question du chômage. Celui-ci atteint des sommets, et le gouvernement se limite à répondre qu'il n'a pas les moyens financiers de créer de nouveaux emplois. Mais lorsque l'on compare le budget des ministères de l'Éducation et de la Santé avec celui du ministère de la Défense ou celui de l'Intérieur, la différence en faveur de ces derniers se chiffre par millions.

Une autre injustice flagrante consiste dans la répartition des impôts. L'oligarchie, maîtresse de la richesse du pays, devrait logique-

A L'ECOUTE DES MOUVEMENTS SOCIAUX —

ment payer davantage d'impôts. Pour l'heure, c'est le contraire : la population pauvre est la plus imposée. Il est évident qu'il faudrait une réforme fiscale ! Aujourd'hui, le gouvernement demande que lui soit laissé le temps de mettre au point une nouvelle politique économique et financière mais, pendant ce temps-là, dans la vie quotidienne, les prix augmentent. C'est pourquoi, fondamentalement, nous doutons de l'intention de V. Cerezo d'aider les secteurs populaires.

Et si ce nouveau régime semble faciliter les activités du mouvement syndical, les pressions restent nombreuses. La répression est toujours présente : les enlèvements, les assassinats ne se font pas en masse, c'est vrai, comme par le passé, mais d'une manière plus sélective, et plus discrète. Il y a aussi les pressions d'ordre administratif, et de nombreux syndicats n'ont ainsi toujours pas obtenu leur personnalité juridique. Aussi, nous ne commettons pas l'erreur de croire que nous vivons sous un régime démocratique. Qui peut prétendre que le syndicalisme a la possibilité de s'exprimer librement actuellement au Guatemala ?

De toute façon, que représente une démocratie où augmentent sans arrêt l'analphabétisme, la malnutrition, le chômage, le coût de la vie ? où la corruption gouvernementale et la violence se poursuivent, où la libre organisation est inexistante ? Peut-être pourrions-nous, d'ici trois ou cinq ans, le prétendre. Mais, à l'heure actuelle, ce n'est pas le cas, car aucune option politique ne nous garantit que la situation évoluera favorablement.

Que peut faire un mouvement syndical dans cette situation, sachant qu'il émerge à peine d'une longue phase de répression et de désorganisation ?

Oui, toutes ces années de violence organisée ont affaibli le mouvement syndical. Mais, pendant ce temps, les organisations ont continué de fonctionner ; ainsi des cours de formation ont été mis sur pied, afin de permettre aux dirigeants et aux militants de bien mesurer ce qu'est le syndicalisme et ce qu'il permet de défendre quant aux droits des travailleurs.

Pour nous, consolider et développer l'UNSI TRAGUA, c'est être capables d'être unis et organisés ; sinon il sera impossible de faire front à la crise économique, sociale et politique dans laquelle nous nous débattons aujourd'hui. Plus précisément, nous ne voulons plus

nous limiter à réclamer des prestations, des améliorations sociales mais aussi poser les problèmes, apporter des propositions pour les résoudre. Tous les travailleurs doivent avoir la possibilité de participer à la solution de leurs problèmes. Et c'est pour cette raison que la formation nous paraît si importante.

En ce sens, nous effectuons régulièrement des séminaires, des cours de formation.

Evidemment, l'UNISTRAGUA apporte également un soutien aux travailleurs et aux syndicalistes en conflit avec leur entreprise. Après un an d'existence, nous avons organisé notre premier congrès et avons aussi participé au défilé du Premier mai qui nous a permis de nous exprimer et de montrer que nous nous réorganisons ; et cela malgré la répression... Nous aimerions faire connaître l'UNISTRAGUA davantage, au niveau national et international.

Vous voulez vous faire connaître sur la scène internationale, aussi avez-vous probablement des demandes à formuler en direction de la solidarité...

En priorité, le Guatemala a besoin de contacts avec des personnes, des institutions ou gouvernements préoccupés du respect des droits de l'homme : ils peuvent nous montrer leur solidarité de bien des façons.

En effet, le soutien des pays étrangers joue un rôle de premier plan pour tout ce qui touche à la communication. Il est positif que la solidarité se charge d'informer les populations, les organisations sur la situation réelle qui prévaut au Guatemala. Car les media diffusent ce qui leur convient, et ce qui convient au gouvernement...

Plus concrètement, nous envisageons la possibilité qu'une représentation de l'UNISTRAGUA se rende en Europe dans le but d'informer, d'expliquer la réalité guatémaltèque, et que chacun puisse juger s'il existe véritablement une démocratie au Guatemala ! Les travailleurs doivent eux aussi faire connaître leur vécu. La solidarité peut jouer un rôle très important par son soutien lors d'un conflit, comme cela a été le cas dans sa participation à la victoire des travailleurs de Coca-Cola, ou pour que réapparaissent des syndicalistes disparus.

Des organisations syndicales étrangères pourraient également trouver l'opportunité de créer, de développer des instituts de formation syndicale. Il y a, bien sûr, aussi les besoins financiers... Bref, nous aimerions que des syndicalistes d'autres pays viennent au Guatemala afin de prendre connaissance des problèmes que nous vivons.

UNE REALITE PERSISTANTE

900 000 embrigadés dans les PAC

ACTUALITE

Un drame quotidien de la population paysanne indienne est passé sous silence : les Patrouilles d'autodéfense civile. Apparues en novembre 1981, à l'initiative du général Lucas Garcia, elles ont été généralisées sous Rios Montt à partir de 1982.

Selon les chiffres officiels, 900 000 personnes seraient concernées : tous les hommes entre quinze et soixante ans doivent y participer, et dans certaines régions les femmes et les enfants sont sollicités.

L'armée soutient que l'objectif de ces patrouilles d'autodéfense, est de protéger la population civile de la guérilla. En réalité, les patrouilleurs sont utilisés par l'armée comme boucliers dans les opérations de ratissages, servant par là même parfois de chair à canon. L'enrôlement est officiellement volontaire, mais celui qui ne les intègre pas est considéré comme subversif.

Les membres de Patrouilles d'Autodéfense Civile (PAC) doivent également travailler pour l'armée dans la construction et l'aménagement des voies routières, sans aucune rémunération. Ce travail forcé permet à l'armée guatémaltèque de tenir sous surveillance des individus et de contrôler leurs moyens de subsistance. Il devient ainsi impossible à la population de fournir quoi que ce soit à la guérilla dans la mesure où elle ne peut assurer sa propre alimentation.

Souvent, les patrouilleurs sont obligés de réprimer les habitants de leur propre village ou des villages voisins. C'est bien sûr

par là-même la dégradation des rapports au sein des communautés et entre communautés qui est orchestrée. Il s'agit, d'une manière plus grave, d'un processus de déshumanisation engagé par l'armée à grande échelle, c'est-à-dire du peuple des campagnes guatémaltèques.

Aussi nous est-il paru important de présenter de larges extraits du témoignage d'un membre d'une Patrouille d'Autodéfense Civile.

Ce témoignage illustre parfaitement comment l'armée a consolidé son contrôle sur la population civile, à tel point qu'il est impossible d'entrer ou de sortir d'un village sans un laissez-passer des militaires et que la majeure partie du temps, des hommes sont réquisitionnés par les militaires pour des tâches de surveillance et de patrouille d'un côté et de main-d'œuvre d'un autre côté.

«Je suis sorti du pays cette année (1985). La motivation de mon départ était que l'armée nous faisait travailler pour rien. Les lundis, nous devions aller travailler à la construction d'une route... de la «aldea» (hameau) au campement... On devait le faire comme main-d'œuvre pure, sans gagner un centavo.

«Les mardis, nous devions aller nous occuper d'un pont, situé à sept kilomètres du hameau. Nous devions aussi patrouiller :

un tour de 24 heures tous les six jours, c'est-à-dire un jour et une nuit. Nous devions de plus participer à des sorties chaque semaine aussi. En fait, il ne nous restait que deux jours pour nous occuper de nos petits travaux. C'est ainsi que je me suis retrouvé sans maïs ni un centavo.

«J'ai pensé vivre ailleurs, mais c'était partout pareil. Je ne savais que faire, surtout que j'ai deux enfants. Nous n'avions plus rien à manger, ni argent. J'ai donc suivi le même chemin que d'autres membres de ma famille : le refuge.

«Où j'étais, les femmes aussi étaient organisées en Patrouilles civiles. Toutes les femmes. Elles avaient un commandant. Les femmes sortaient en patrouille quand les hommes participaient à des raids, à des missions. Les femmes tournaient donc quand les hommes étaient absents.

«Dans tous les hameaux, dans tous les villages, ils ont des armes. Ce sont des carabines et des fusils. L'armée ne nous paie pas. Nous mangeons sur notre argent propre, sans aide. Ils nous disent qu'ils vont nous aider, nous faire parvenir de la nourriture. Patrouilleur pendant trois ans, je n'ai jamais rien eu. Ils ne nous donnent absolument rien.

«Là-bas, on ne pouvait parler de rien, ni écouter les informations. Aucun de nous ne pouvait dire quoi que ce soit sous

peine de mort. Là-bas, l'armée tue ceux qui s'opposent un tant soit peu. On ne pouvait rien faire.

LES RAIDS

«On nous obligeait parfois à tuer d'autres personnes du même hameau ou de hameaux voisins. Ils disaient que c'était des guerilleros, même si on savait que c'était faux, on avait peur de le dire. On sortait souvent faire des raids avec l'armée. On nous disait que c'était pour deux jours et nous partions pour la semaine. De plus, il nous fallait endurer la faim car ils ne nous nourrissaient pas, et nous prenaient même le peu que nous emmenions. C'était très dur.

«Un jour, à six heures du matin, l'armée arriva avec un homme et une femme : «Aujourd'hui, il y aura de la viande pour tous». Ils ne voulaient pas les fusiller à cause du bruit et prirent les machetes. Personne parmi les PAC ne voulait prendre sa machete. Finalement c'est eux qui ont fait le travail : ils leur ont coupé les bras et les jambes vivants puis les ont jetés dans la rivière. D'autres compagnons des PAC ont dû participer à ce type de chose. Toutes les personnes que nous rencontrions sur notre chemin allaient tuer dans d'autres endroits. On laisse tuer et tirer partout. C'est pour cela que l'on ne peut pas aller travailler seul. On sortait toujours par groupe de dix personnes pour

aller travailler, et nous avions un brassard pour indiquer que nous étions membres des patrouilles civiles, sinon on pouvait se faire prendre.

«Les gens ne peuvent refuser d'intégrer les patrouilles civiles : on doit le faire ou alors il faut trouver le bon chemin pour fuir. Si quelqu'un refuse de participer à ses tours de patrouille, il est amené au campement où il est châtié. C'est impossible de refuser.

CONDITIONS DE VIE DANS LE VILLAGE MODELE DE CHACAJ

«Avant de partir, je pensais aller dans un village modèle, comme ils disent, pour vivre. C'est ainsi que j'ai visité le village modèle de Chacaj, près de Nenton. J'ai rencontré ainsi cinq familles vivant dans ce village. Je leur ai demandé d'où ils venaient. Ils m'ont dit avoir fui le village de San-Miguel et s'être réfugiés au Mexique. Au moment du transfert vers Campeche, ils sont rentrés et ont été conduits au village modèle de Chacaj.

Ils m'ont dit que la vie à Chacaj était dure et qu'on ne pouvait rien faire... Au Campeche, ils avaient faim, c'est pour cela qu'ils sont rentrés au Guatemala. Mais ils n'ont pas trouvé de travail. Leurs terres étaient occupées par un campement militaire. On a donné un peu de maïs à chaque famille pendant les

quelques jours où ils ont travaillé pour les cultures. Mais il n'y avait pas assez de travail pour tout le monde. J'y étais une nuit et je me suis rendu compte que les autres n'avaient pas de maïs. C'est le commandant auquel ils demandèrent de l'argent qui leur en donna pour acheter un quintal de maïs. Évidemment il leur a donné cet argent, mais encore aujourd'hui ils doivent travailler pour le rendre. Ils m'ont dit qu'il allait accorder un lopin de terre à chaque famille. Dans le village où je vivais, plusieurs paysans de la patrouille ont demandé à aller vivre dans un village modèle. Ils demandaient des terres pour pouvoir commencer à travailler, mais on leur répondait qu'ils ne pou-

vaient pas car c'était des terres pour les réfugiés. Mais les réfugiés n'en étaient pas plus destinataires.

En réponse à la question de savoir s'il y avait beaucoup de contrôle militaire à Chacaj.

«Comme partout, dans les autres villages. L'entrée et la sortie du village étaient contrôlées... Les gens devaient avoir un permis. Dans tous les villages, les gens doivent demander une autorisation au commandant du hameau ou du village : c'est ainsi que l'on peut entrer et sortir. Parfois, ces permis sont refusés, même pour des raisons importantes comme d'aller visiter un malade dans un village voisin».

La Commission des droits de l'homme au Guatemala - CDHG - a reçu de sa délégation de Quetzaltenango des informations selon lesquelles un danger imminent pèse sur la population du village de Santiago Atitlan, situé dans le département de Solola.

Les 28 et 29 août 1986, environ 1 500 soldats de l'armée gouvernementale arrivèrent dans 30 camions protégés par 3 automitrailleuses ; ils occupèrent le village et ses environs ; ils avaient l'appui de l'artillerie et de l'aviation guatémaltèque. Les soldats se livrèrent alors à des pratiques d'intimidations envers les populations. L'officier-commandant menaçait de se venger sur la population des coups reçus de la guérilla. Nous nous souvenons qu'en mars 1986, Santiago Atitlan évita un massacre imminent face à une menace similaire grâce à l'exercice de la pression internationale. La Commission des droits de l'homme du Guatemala s'adresse de nouveau à la communauté internationale pour qu'immédiatement elle envoie des messages au gouvernement du Président Cerezo pour exprimer sa préoccupation pour la situation d'urgence que vit la population de Santiago Atitlan et exige le respect de la vie de ses habitants et de la région.

POUR LE DROIT D'UN PEUPLE A VIVRE.

Le 17/09/1986 - CDHG

ACUL AVANT, ACUL APRES

L'urbanisme en temps de guerre

CULTURE

Au cœur de la politique contre-insurrectionnelle, Acul : projet standard sans mystère, tracé des rues rectiligne, pâtés de maisons rectangulaires. Le village modèle d'Acul renferme pourtant dans la simplicité de sa trame toute l'horreur d'une stratégie destinée à contrôler, physiquement et culturellement, les populations indiennes.

C'est ainsi que chaque élément du projet a pour but essentiel de définir un espace-temps délimité entre Acul avant et Acul après, où le présent est une période de transition marquée par une dynamique consistant à inculquer des valeurs nouvelles, à imposer une hiérarchie autre et à créer des besoins nouveaux.

Dans cette conception, l'habitat, ses infrastructures jouent un rôle sans équivoque. Leur principale caractéristique est de se constituer en données inamovibles, répondant de façon simultanée à l'idée que l'identité indienne est un danger en soi pour la nation guatémaltèque, et également aux impératifs militaires imposés par la nécessité de contrôler la population et, pour finir, à

une certaine image du développement.

En effet, malgré l'inertie du tracé, celui-ci joue un rôle actif dans la destructuration des mentalités. L'espace du village modèle est l'antithèse de l'espace traditionnel. La disposition des maisons répond à un schéma abstrait d'ordonnement : la structure assymétrique traditionnelle tenait compte de la morphologie du terrain ; l'organisation historique de l'occupation, la répartition des groupes ethniques en présence sont ici effacées. Là où rien ne permet de différencier une maison d'une autre, l'identité ne transparait plus.

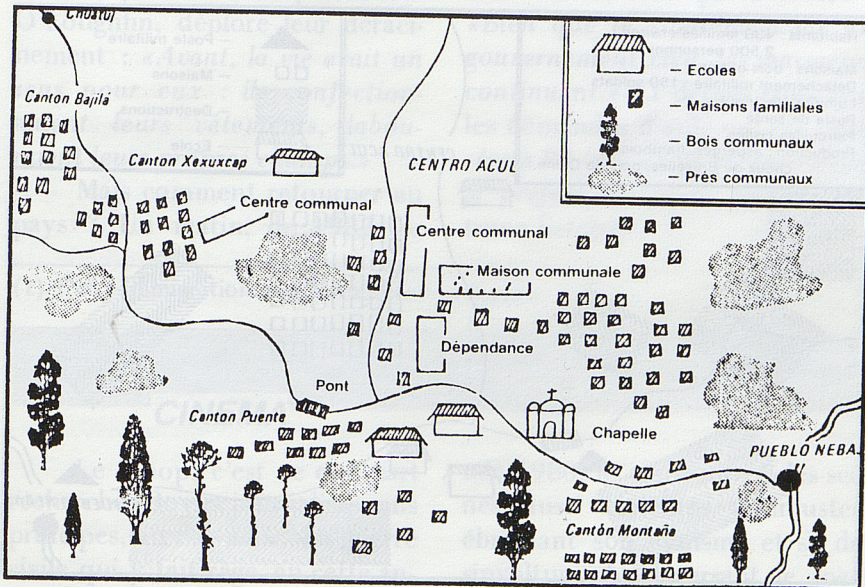
Parallèlement, le rectangle des pâtés de maisons se rétrécit de façon telle qu'il reste seule-

ment l'espace pour la construction de deux maisons, l'une à côté de l'autre sans patio intérieur. Un jardin longe les maisons, l'absence de profondeur permettant de surveiller de l'extérieur ce qui se passe à l'intérieur. Cela facilite la fonction de contrôle assignée aux responsables des Patrouilles d'autodéfense civile (PAC) qui doivent informer sur les mouvements de la population : les entrées et les sorties, la venue de personnes extérieures, etc.

Le tracé ainsi conçu s'accompagne de l'idée qu'il est « urbain et civilisé ». Le choix des matériaux, bois et tôle, bien qu'inadapté au climat (intérieur chaud le jour et froid la nuit), est porteur du concept de propreté. Alors que le bois et la tôle ne font du village modèle ni plus ni moins qu'un bidonville.

Concernant les équipements (édifices municipaux, écoles, églises, etc.), ils se trouvent en périphérie, éloignés de l'ensemble des habitations, ce qui facilite la concentration rapide et l'isolement des habitants et affaiblit la notion de collectivité, principe organisationnel des communautés indiennes. La réunion n'est plus partie intégrante de la vie villageoise.

Une des caractéristiques des villages modèles est le système d'éclairage des rues démesuré, et le coût de telles installations. A Ojo-de-Agua, par exemple, village modèle de cent maisons et dont le budget total était de 322 000 dollars, 92 480 dollars ont été consacrés, uniquement, à l'installation électrique, soit 29% du dit budget. Là encore, la finalité est double. D'une part, contrôler



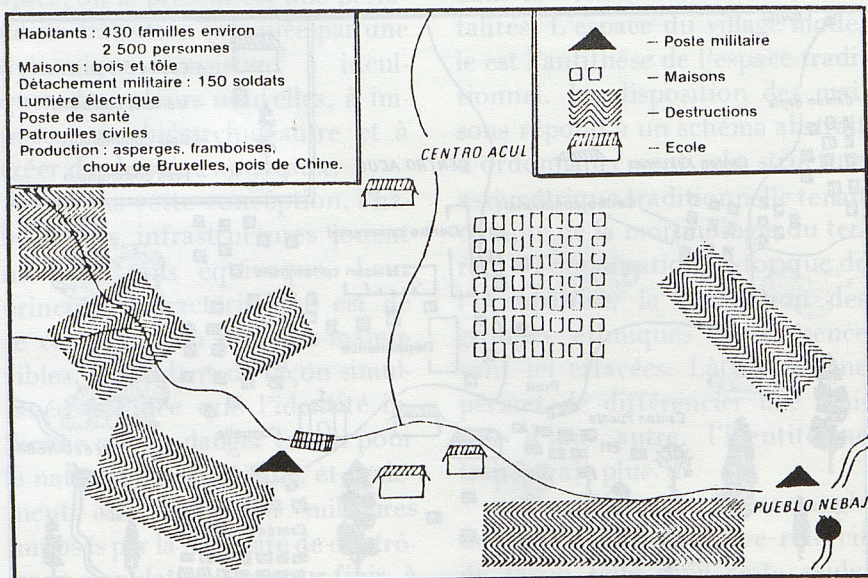
ACUL AVANT : COMMUNAUTE

l'ensemble des mouvements des habitants et de leurs éventuelles visites nocturnes et, d'autre part, pour que «*la vision d'un village modèle bien illuminé de la montagne devienne une tentation pour celui qui a froid et manque de moyens de subsistance*». Une idée de mieux-être est ainsi répandue.

La destructuration spatiale réalisée par l'armée a entraîné une désarticulation des lieux de référence : lieu de culte et d'offrandes, d'identification avec les ancêtres, etc. En effet, certaines thérapies doivent être faites à la source du fleuve où la personne fut «semée» lors de sa naissance. Dans d'autres cas, il est indispensable que le *Qamam* réalise le rituel dans le *semental* de telle ou telle montagne. Aujourd'hui, tout cela est devenu pratique-

ment impossible, car tout mouvement dans la montagne fait courir le risque d'être intercepté par l'armée, ou les patrouilles civiles, et d'être donc accusé de collaboration avec les insurgés et par conséquent d'être tué.

Pire encore. Le site choisi pour la construction du village modèle se trouve souvent être celui des anciennes communautés villageoises, détruites lors la politique de «terre brûlée». Et c'est sans doute dans ce choix qu'il nous est permis d'entrevoir l'étude à laquelle se livre le régime guatémaltèque : quoi de plus efficace que d'anéantir au quotidien ce qui jadis fut. Si l'exil est dur, il sauvegarde au moins le souvenir. L'exil sur place est une thérapie de choc pour en finir avec les racines profondes des communautés indiennes.



ACUL APRES : VILLAGE MODELE

PRESSE

Dans le *Wall Street Journal*, du 8 septembre 1986, est paru un article sur un camp de réfugiés guatémaltèques en Floride. Ils sont 800 Kanjobals qui ont fui leur village quand l'armée l'a détruit et tué un grand nombre d'entre eux. La vie là-bas était dure, mais aux États-Unis aussi, car s'habituer est difficile. Le

souvent Petrona Mateo Esteban, les soldats ont enfoncé la porte, assommé son père et ses deux frères, les ont écorchés vifs, puis ont brûlé la maison, tué les poulets et fait un festin. Malgré une jambe abîmée par la polio, Petrona a marché jusqu'au Mexique, puis gagné la Floride.

Le père O'Loughlin, après la

Etre Indien aux Etats-Unis

pire est la perte de la culture communautaire de partage et de respect des anciens. Maintenant, ce sont les anciens qui écoutent les jeunes qui apprennent plus vite l'anglais. Au camp, des prostituées viennent et enseignent aux hommes l'usage de la cocaïne ; l'alcoolisme se répand.

Le prêtre catholique, le Rev O'Loughlin, déplore leur déracinement : «*Avant, la vie avait un sens pour eux : ils confectionnaient leurs vêtements, labouraient leurs propres champs.*»

Mais comment retourner au pays ? Un matin, de 1982, se

messe, distribue une image de N.D. de Guadalupe où est écrit : «*Seigneur, protégez-nous de notre ennemi.*» «*Cet ennemi*», dit le prêtre, «*est le bureau d'immigration.*» Aucun n'a encore été déporté, mais cela peut arriver car les responsables INS (1) déclarent que la violence politique a disparu au Guatemala. Williams, leur avocat, n'est pas d'accord : «*Bien que le Guatemala ait un gouvernement civil, les massacres continuent.*» Et depuis trois ans, les demandes d'asile ont été refusées à 98,6%. «*S'ils me renvoient, je préfère me tuer*», déclare Petrona Esteban.

(1) INS : Immigration and Naturalization Service.

CINEMA

Le scoop, c'est ce que part rechercher Boyle, journaliste sans principes, au Salvador. La guerre civile qui y fait rage, en cette an-

née 1980, le confronte à des scènes aussi violentes qu'injustes, ébranlant son cynisme et sa désinvolture, bouleversant le spec-

tateur. Les images de torture, de mort et de douleur ne nous sont certes pas épargnées, mais le peut-on quand on tourne un film sur le Salvador contemporain ?

Boyle s'infiltré dans tous les milieux : armée, police parami-

« Salvador » : devant l'objectif, le cauchemar

litaire, guérilla, église, milieux populaires, journalistes internationaux... Même si le film n'é-

chappe pas au piège de la caricature, tous les acteurs de la sale guerre sont présents, de l'observateur à la victime. Quant au rôle joué par les États-Unis, il est clairement montré. Sans complaisance le réalisateur, Oliver Stone, dénonce l'implication directe, en

s'appuyant sur les événements, de la puissance nord-américaine dans ce conflit qui dure.

EDITION

«En février 1982, le président Reagan déclara à l'Organisation des États américains, en défense de l'intervention militaire des États-Unis au Salvador : «Je crois que notre destin est d'être le phare d'espérance de l'humanité entière. Avec l'aide de Dieu, nous pouvons réussir. Nous pouvons créer un hémisphère paisible, libre et prospère, fondé sur des idéaux communs et qui s'étendrait d'un pôle à l'autre de ce que nous appelons fièrement le Nouveau-Monde.» «A l'époque où parlait le président Reagan, 30 000 Salvadoriens au moins avaient été assassinés. Si le Salvador ressemblait alors à quelque chose, ce n'était pas à un utopique Nouveau-Monde mais à une chambre d'épouvante médiévale »

ajoute Allman, après avoir cité les paroles du président Reagan.

«Notre destin», avait dit Reagan. «Notre destin manifeste» est l'expression habituelle ? D'où le titre anglais du livre du journaliste américain : *An unmanifest destiny* — intraduisible en français puisqu'il fait allusion à toute une idéologie. Nous sommes au cœur du mythe américain — et j'aimerais acclimater le mot «estadounidense» que possède la langue espagnole et dire le «mythe étasunien» — mythe sans la connaissance duquel la politique étrangère des États-Unis n'a aucun sens. La doctrine selon laquelle les États-Unis sont investis (par Dieu) de la «Tâche éternelle» (1) de répandre la civilisation dans le monde, qu'ils sont por-

teurs d'un message, explique toute la politique américaine depuis Monroe.

Monroe, dont la doctrine, selon Allman, a été trahie, car il ne s'agissait pour le président Monroe que de restreindre l'expansionnisme des Puissances aux Amériques et particulièrement celui de la Sainte-Alliance (de l'empereur de Russie (déjà !), d'éviter que le roi d'Angleterre n'ait des vues sur son ancienne colonie et les confrontations inutiles avec l'Espagne. Cette doctrine est devenue l'alibi de l'interventionnisme qui débute avec Polk, dès 1846, par la guerre du Mexique... jusqu'à nos jours.

De Monroe à Reagan : c'est le sous titre de l'ouvrage d>Allman — un propos d'une ambition folle ! Il réussit à couvrir l'espace

« *Un destin ambigu* » par T. D. Allman

géographique et historique qu'il s'est assigné de parcourir ; avec passion et sérieux. Il prend en charge une masse énorme de documents, les brasse, les tourne, les retourne, des petits faits aux événements énormes. La symétrie du présent et du passé s'établit par un leitmotiv répétitif où sans cesse l'autre revient à cet

imaginaire « étasunien » qui ignore les faits pour privilégier la manie de voir des complots partout.

Il commence et termine le livre avec le meurtre des quatre religieuses américaines au Salvador, abattues par les escadrons de la mort et accusées par Reagan d'être « communistes. » Mais que de chemin parcouru entre temps — à la manière anglosaxonne, dans la profusion des faits, sans égard pour la chronologie ; mais on découvre que le parti pris répétitif et les « flashes back » constants sont une manière d'éclairer le présent par le passé, un lieu par un autre. L'ubiquité donne des aperçus fulgurants sur la situation en *Amérique centrale*.

Car le gros plan est sur l'Amérique centrale et la prise des Philippines en 1930, l'intervention en Grèce de 1946, la Co-

rée, le Vietnam, le Cambodge ne sont là que pour donner la profondeur du champ. Le présent est l'autre volet du passé. « *Cuba «perdu», Kennedy... avait fait des montagnes et des forêts d'Amérique centrale, des miroirs où se reflétait le monde d'illusions dans lequel vivaient nos stratèges politiques.* »

Allman remarque que *«pour- tant, la menace économique était tout aussi imaginaire que la me- nace politique.»* Menace imagi- naire ; nous trouvons là, la subti- lité du livre d'Allman. En effet, il est impossible, pour un journalis- te et écrivain «étasunien» de mettre en cause la *nation* elle- même : la politique des prési- dents, les erreurs, les fautes, la CIA, Haig, Kissinger... Oui... m mais, c'est le message des Pères fondateurs qui a été mal lu. Les États-Unis sont bien cette terre de démocratie et de liberté — seule- ment une mauvaise interpréta- tion de «la tâche, le fardeau et la leçon». Dire le contraire serait courir le risque d'être «unameri- can.»

C'est ainsi qu'on trouve ce jeu sur la corde raide quant il est question du Guatemala en 1960. L'utilisation des bases guatémal- tèques humilia les militaires, d'où le soulèvement des jeunes offi- ciers et le bombardement du pays par des pilotes cubains, puis

le désastre de la Baie des Co- chons. *«Au Guatemala, dit All- man, les résultats allaient être aussi désastreux. Il y avait main- tenant dans le pays une véritable guérilla.»* Dans la postface, écrite en février 1986, il note très vite *«que la démocratie avait éclaté au Guatemala, pourtant privé d'aide militaire et de conseillers américains.»*

Mais le livre reste un pam- phlet contre les «faucons» et ne cesse de dénoncer le danger des déclarations de Reagan, du type de la célèbre déclaration de mars 1983 sur «l'Empire du Mal». *«Les communistes sont le noyau du mal, dans le monde moderne... et je vous le dis, ce soir, que la sécurité de toutes les Amériques est en jeu en Amérique centrale. Si nous ne pouvons nous défendre là-bas, nous ne pouvons espé- rer triompher ailleurs.»*

(1) Poème de Walt Whitman : *«Les na- tions aînées se sont-elles arrêtées ? nous reprenons la tâche éternelle et le fardeau et le message»...*

PARTAGEZ

solidarité
guatemala

AVEC VOS AMIS

pour offrir
« Solidarité Guatemala »
complétez et envoyez
ce bulletin
dès aujourd'hui

NOM : PRENOM :

désire que vous fassiez parvenir gratuitement le
dernier numéro de votre revue à :

M. MME
ADRESSE

.....

CODE POSTAL LOCALITE

Retournez ce bulletin à :
Collectif Guatemala, 67, rue du Théâtre, 75015 Paris

SOMMAIRE

Editorial

p. 3

Chemineurs diplomatiques

Le dossier guatémaltèque

à l'ONU

p. 5

Inventaire

Comment s'arment

les Etats centro-américains

p. 10

Santiago Atitlan

Une campagne

pour défendre ses habitants

p. 13

Dossier

Présentation

A l'écoute

des mouvements sociaux

p. 16

Un vieux démon ressurgit

Qui demande

une réforme agraire ?

p. 18

Campagnes

Quelle ouverture démocratique
pour les paysans ?

p. 21

Mezquitlan, une ville en marge

Les « pobladores » s'organisent

p. 28

Contre l'oubli

Le Groupe d'appui mutuel

(GAM)

p. 32

UNSITRAGUA

Une nouvelle confédération

se présente

p. 36

Une réalité persistante

900 000 embrigadés

dans les PAC

p. 40

Acul avant, Acul après

L'urbanisme

en temps de guerre

p. 44

Cinéma-Presses-Edition

p. 47

Images et couleurs du Guatemala

L'association Collectif Guatemala a le plaisir
de vous inviter à l'exposition
Images et couleurs du Guatemala

avec la participation de :

- La troupe Guanaco
- Le peintre Ana Leonor Mora

et la collaboration du plasticien Jacobo Rodriguez

- Exposition huipiles
- Exposition photos
- Diaporama
- Exposition et vente de tableaux
- Buffet

le samedi 22 novembre 1986
de 16 heures à 22 heures (vernissage à 18 h 30)
à la Maison verte, 127, rue Marcadet, 75018 Paris

Les chemins se désannellèrent en couleurs de
quatre couleurs, gimpant la route de mon épou-
se, douce et tiède au froid glissement de
leurs écailles.

Les chemins étaient quatre, et ils s'en allèrent
dans des directions opposées vers les quatre
extrémités du ciel. L'extrémité noire : Nuit de
sortilège. L'extrémité verte : Tempête de prin-
temps. L'extrémité rouge : Guacamaya ou ex-
tase du tropique. L'extrémité blanche : Pro-
messe de terres nouvelles.

Les chemins étaient quatre.

MIGÜEL ANGEL ASTURIAS

